

Éditorial

Une option raisonnable : la démocratie radicale...

« La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent », aurait affirmé Albert Einstein. Si la paternité de cette sentence, attribuée au grand physicien, peut s'avérer discutable, elle recoupe néanmoins parfaitement les travaux bien réels, eux, d'une autre sommité scientifique américaine d'origine autrichienne : Paul Watzlawick. Membre fondateur de l'école de Palo Alto à l'Université de Stanford, avec notamment Don Jackson et Gregory Bateson, Watzlawick fut un éminent théoricien de la communication et, en particulier, de son application dans les champs sociologique, psychologique voire psychanalytique, et ceci à des fins thérapeutiques.

Pour résumer l'approche de Watzlawick, une thérapie doit viser principalement un changement vis-à-vis d'un problème. Mais ce changement doit impérativement revêtir une nature thérapeutique, c'est-à-dire être construit dans la relation psychothérapeutique et la position décentrée que celle-ci adopte pour permettre un éclairage différent du problème. Il s'agit ici de sortir le problème de son cadre de déploiement habituel afin de pouvoir le remanier, le renommer et le solutionner. Sans ce « recadrage », la tentative de changement ne se réduira qu'à appliquer continuellement de vieilles recettes qui ont perdu leurs effets depuis longtemps, soit toujours « plus de la même chose ».

Dans un amusant petit livre parodique des manuels de développement personnel, Watzlawick exprime la chose avec humour : « Cette formule apparemment toute bête : "il suffit d'insister", est l'une des recettes les plus assurément désastreuses mises au point sur notre planète sur des centaines de millions d'années. Elle a conduit des espèces entières à l'extinction. (...) Pour des raisons encore mal élucidées, l'homme (...) a tendance à considérer ces solutions comme définitives, valides à tout jamais. Cette naïveté sert seulement à nous aveugler sur le fait que ces solutions sont au contraire destinées à devenir de plus en plus anachroniques. Elle nous empêche de nous rendre compte qu'il existe – et qu'il a sans doute toujours existé – un certain nombre d'autres solutions possibles, envisageables, voire carrément préférables. Ce double aveuglement produit un double effet. D'abord, il rend la solution en vigueur de plus en plus inutile et par voie de conséquence la situation de plus en plus désespérée. Ensuite, l'inconfort croissant qui en résulte, joint à la certitude inébranlable qu'il n'existe nulle autre solution, ne peut conduire qu'à une conclusion et une seule : il faut insister. Ce faisant, on ne peut que s'enfoncer dans le malheur¹. »

Quel rapport avec le thème de ce numéro portant sur la démocratie radicale ? En ceci qu'en cette époque de crise mondiale et de bouleversements politiques et géopolitiques, il n'est pas absurde de considérer des mouvements tels que Nuit debout, les Indignés et bien d'autres encore, innombrables, comme autant de tentatives d'apporter un éclairage différent au problème « démocratie », en lieu et place du sempiternel « plus de la même chose » infligé ad nauseam au corps social : plus d'austérité, plus de guerres, plus de mesures sécuritaires, etc. Ces ébauches de propositions de changement résonnent comme une volonté manifeste de « sortir du cadre » actuel afin de remanier nos pratiques politiques, leurs fondements et leurs finalités, mais surtout de repenser notre rapport à la société et au projet que nous souhaitons pour elle.

Par opposition aux fous décrits par Einstein s'imaginant qu'appliquer inlassablement la même formule au même problème finira par produire des effets différents, les tenants d'une démocratie radicalisée désireux de tester de nouvelles recettes apparaissent finalement davantage comme des personnes raisonnables que comme des utopistes révolutionnaires. ♦♦

Julien Paulus,
Rédacteur en chef

¹ WATZLAWICK, Paul, *Faites vous-même votre malheur*, Paris, Seuil, coll. « Points », 1984, pp.27-28.

Numéro
spécial
«Démocratie
radicale»



L'action violente est elle légitime ?

Par **Gilles Rahier**

Il n'y a pas plus immoral que le refus systématique de se donner le moyen d'agir
(Saul Alinsky)

Afin de prolonger l'exploration de la thématique du radicalisme, dont nous avons abordé de nombreuses facettes dans les précédents numéros d'Aide-mémoire, il reste une question qu'il serait, selon moi, intéressant d'examiner : l'usage de la violence pour arriver à ses fins. Après avoir analysé la diversité, l'origine et les fondements de mouvements radicaux, sous leurs différentes formes (politiques, religieux, etc.), les moyens utilisés par ceux-ci pour mener à bien leurs revendications restent questionnables. Autrement dit, la fin justifie-t-elle les moyens ? La fin vaut-elle la peine d'être poursuivie ? Quels sont les moyens de résistance légitimes ? Peut-on avoir recours à la violence pour défendre sa « cause » ?

Dans un premier temps, on peut observer que l'éthique de la fin et des moyens est la plupart du temps dictée par l'État, qui définit et juge les moyens à employer des mouvements sociaux pour atteindre leurs objectifs. Un autre facteur souvent pris en compte est la moralité de la société, qui attribuera aux actions menées une certaine légitimité. Cependant, comme le remarque Saul Alinsky, « la façon de juger la moralité des moyens varie selon les positions politiques de ceux qui se posent en juges¹ ».

Ce dernier, dans son livre *Manuel pragmatique pour radicaux réalistes*, décortique très justement cette question en incorporant 11 règles pour évaluer cette éthique et l'adapter aux différentes situations rencontrées :

1. L'importance que l'on attache à l'éthique de la fin et des moyens est inversement proportionnelle aux intérêts que nous avons dans l'affaire.
2. La façon de juger la moralité des moyens varie selon les positions politiques de ceux qui se posent en juges.
3. En temps de guerre, la fin justifie n'importe quel moyen ou presque.
4. On ne doit pas juger de l'éthique de la fin et des moyens en dehors du contexte dans lequel se passe l'action.
5. Le souci de l'éthique de la fin et des moyens augmente avec le nombre des moyens disponibles et inversement.
6. Plus la fin désirée est importante, plus on peut se permettre d'évaluer les critères moraux des moyens.

7. De façon générale, le succès ou l'échec constituent un facteur déterminant de l'éthique.
8. Les critères moraux des moyens varient selon que ces derniers sont utilisés à un moment de défaite ou de victoire imminente.
9. Tout moyen qui s'avère efficace est automatiquement jugé immoral par l'opposition.
10. Vous devez tirer le meilleur parti de ce que vous avez et habiller le tout d'un voile de moralité.
11. Les objectifs définis doivent prendre la forme de slogans très concis et généraux comme « Liberté, Égalité, Fraternité » ou « Pour le bien général », ou encore « Pour la poursuite du bonheur », ou « Pain et Paix ».

Généralement, on pense que le recours à la violence doit dépendre exclusivement des moyens utilisés par l'état pour réprimer des mouvements sociaux. La violence de la répression appellerait la violence et donnerait ainsi une certaine validité aux actions. Cependant, il existe un autre type que la violence physique, qui reste la plus visible et relayée par les médias, et qui peut rendre caduc cette opinion. Exerçant une pression permanente au sein de la société, elle peut pousser le développement d'actions violentes.

Il faut donc rappeler le concept décrit par Pierre Bourdieu de la violence symbolique², la violence invisible qui est en relation avec le pouvoir d'état et la soumission. Selon Bourdieu, celle-ci n'est pas reconnue comme « une violence » mais comme une habitude de la société. « (...) Inculquer aux jeunes générations des habitus sans lesquels la violence symbolique serait insupportable et donc inacceptable et qui, surtout, feront l'économie de l'usage de la coercition physique. Ces habitus sont ce que l'on peut appeler la culture étatique, le respect – ou la crainte – de l'État sans lesquels l'autorité a peu de chances de se faire obéir³ ».

Chez nous, il est plus facile de montrer des violences lors de grèves que de décortiquer le système de délocalisation ou d'exclusion du chômage, qui exerce une pression sociale permanente. Les stéréotypes de ces derniers (fainéants, profiteurs) peuvent être vus comme une violence symbolique et un contrôle social impulsés par les politiques publiques et l'état.

« Homo Migratus, Comprendre les migrations humaines »

Par Anne-Sophie Leprince

Le 29 avril dernier, l'exposition « Homo Migratus – Comprendre les migrations humaines » ouvrait ses portes au Musée de la Vie wallonne. En tant que musée de société, celui-ci s'adapte à la réalité ethnographique actuelle dont la diversification culturelle s'enrichit en permanence. L'objectif de cette exposition temporaire, qui se tiendra jusqu'en décembre 2016, est ainsi d'évoquer les réalités multiples des phénomènes migratoires : depuis la Préhistoire jusqu'à notre époque contemporaine, depuis les déplacements pour raisons économiques jusqu'aux migrations climatiques.

Avant tout, il s'agit de donner la parole à ceux qui ont vécu, de près ou de loin, un départ pour un autre pays. Avec la volonté de recenser et faire connaître une mémoire aussi bien individuelle que collective, l'équipe du Musée de la Vie wallonne a voulu également amener le visiteur à amorcer une réflexion autour de la question de la crise de l'accueil en Europe. Le projet s'est donc vu adapté selon l'actualité récente de 2015-2016.

Dans le but d'élargir le champ de vision de la thématique en question, l'équipe de Médiation culturelle du Musée a fait appel au service pédagogique des Territoires de la Mémoire afin de concevoir, en partenariat, une animation destinée aux jeunes de 15 à 18 ans. La volonté de l'équipe était d'aborder le sujet des migrations via l'actualité et la manière dont la presse, principalement écrite, utilise un langage propre et des images spécifiques lorsqu'elle traite de ce sujet.

William Ramacciotti, animateur au service Médiation culturelle du Musée de la Vie wallonne nous l'explique : « Aucun article, reportage ou documentaire n'est totalement objectif. Cela s'avère d'autant plus vrai lorsqu'ils traitent d'un sujet de société contemporain tel que les migrations humaines. L'information est filtrée par le journaliste, son vécu et sa propre perception, mais également par la ligne éditoriale du média qui l'emploie ou encore par la compréhension qui en est faite par le lecteur. Pourtant, à l'ère de l'information immédiate, le développement d'un esprit critique est primordial pour décrypter les tenants et les aboutissants des phénomènes migratoires (...) ».

Par ailleurs, nous savons que l'image des migrants et des phénomènes migratoires renvoyée par les médias, peut avoir une influence significative sur notre perception globale de la personne étrangère. L'objectif était donc

de travailler sur cette image et sur les représentations qu'elle amène forcément en chacun de nous mais aussi, comme le rappelle William Ramacciotti, « (...) de donner aux jeunes visiteurs des clés de lecture pour leur permettre d'appréhender les migrations humaines dans toutes leurs complexités et de comprendre le rôle et l'influence joués par les médias sur l'inconscient collectif dans le but de décrypter les éventuels préjugés qui y seraient rattachés ».

Le service pédagogique des Territoires de la Mémoire et l'équipe de Médiation culturelle du Musée de la Vie wallonne ont donc travaillé de concert afin de concevoir, d'une part, cette séquence pédagogique spécifique et, d'autre part, afin de former les futurs guides vacataires à la prise en charge de l'animation. Ce dernier moment de rencontre fut enrichissant ; la thématique des migrations étant un sujet particulièrement sensible, se confronter à celle-ci et aux réactions du groupe en visite, c'est aussi se questionner par rapport à nos propres schémas mentaux, à notre propre parcours et à nos expériences vécues.

William Ramacciotti ajoute : « Les premiers avis des groupes scolaires sont éclairants en ce sens : la question des migrations, de par son actualité brûlante, interpelle, divise et questionne. Les interrogations des élèves dépassent ce seul thème pour embrasser également d'autres concepts que sont, entre autres, les préjugés et le racisme. « Monsieur, dans votre expo, vous allez nous parler des préjugés que nous, les Arabes, subissons ? » a par exemple lancé un adolescent avant même de débiter l'activité. Cette réflexion, loin d'être isolée, est symptomatique d'un ressentiment éprouvé par beaucoup lorsqu'on évoque la "crise" migratoire (...) ».

À travers ces interrogations, l'exposition « Homo Mi-

gratus » nous parle avant tout de l'Humain et de ses voyages, des obstacles qu'il peut rencontrer, qu'ils soient physiques ou identitaires, et surtout des multiples richesses que la rencontre avec l'Autre laisse en héritage.

Pour les groupes scolaires, un combiné est proposé comprenant la visite de l'exposition permanente des Territoires de la Mémoire « Plus jamais ça ! Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui » à la Cité Miroir, suivie de l'activité « Être immigré aujourd'hui » au Musée de la Vie wallonne (visite guidée d' « Homo Migratus » et animation).

Informations pratiques :

L'exposition sera visible à l'espace Saint-Antoine jusqu'au 11 décembre 2016.

- Entrée libre
- Ouvert du mardi au dimanche de 9h30 à 18h / Lundi sur réservation pour les groupes
- Fermé le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre
- Accessible aux personnes à mobilité réduite

Prix du combiné avec « Plus jamais ça ! Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui » : 6 euros/étudiant.

Pour plus d'informations, veuillez contacter le service réservation du Musée de la Vie wallonne au 04/237 90 50

DITES-MOI BONJOUR !



Dites bonjour à un inconnu par jour, faites un selfie ensemble, partagez-le avec **#ditesmoibonjour**. Invitez ensuite cet inconnu à faire de même.

Discriminations : et moi ? et toi ? Déconstruire l'image, les préjugés, l'exclusion

La question des discriminations vous intéresse ? Vous travaillez avec des personnes qui ont peut-être envie de raconter des récits vécus, entendus ou imaginés ? Alors sans doute, ce projet vous intéresse !

Deux étapes au processus :

- (1) Voir et Écouter pour Écrire
- (2) Échanger : nous vous proposons avec vos groupes de travailler sur des récits de discrimination vécue.

Vous êtes invités à construire avec nous un chemin qui démarrera par de l'information (expositions) et des échanges (rencontres théâtrales), qui seront suivis par la production d'un écrit (ateliers d'écriture encadrés par les animateurs du PAC-Écrivain public ou de manière

libre). Ces textes prendront ensuite place sur un site Internet et/ou dans un recueil de textes édité par les Territoires de la Mémoire.

En mars 2017, ce projet sera exposé à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire.

Début du projet en octobre 2016, pour une mise en valeur en mars 2017.

Pour plus d'informations :

- **Clara Derhet**, 04/250 99 58, claraderhet@territoires-memoire.be
- **Michel Recloux**, 04/232 70 62, bibliotheque@territoires-memoire.be
- **Céline Martin**, 04/232 70 40, democratie@calliege.be



Action contre des affiches racistes à Grivegnée

Par la rédaction

Recouvrir des affiches ouvertement xénophobes pour en coller d'autres qui s'opposent aux propos haineux dans l'espace public, voilà peut-être un bon exemple de démocratie radicale prise en main directement par les gens, dans la rue, sans attendre que le politique prenne officiellement position sur la question.

On pouvait y lire : « Stop immigration. On est chez nous ! » Signées « Génération identitaire », ces affiches avaient été collées en septembre sur une colonne Morris de la commune de Grivegnée. Leurs auteurs semblaient s'inscrire dans la lignée du collectif « Groupe identitaire » français fondé en 2012 et qui se présente comme un « mouvement politique qui rassemble des garçons et des filles de toute l'Europe ». Leur ligne, présentée sur leur site Internet, est celle de la lutte contre « l'uniformisation des peuples et des cultures », contre le « raz de marée de l'immigration massive », contre « une école qui nous cache l'histoire de notre peuple pour nous empêcher de l'aimer », etc. Ce groupe fait notamment parler de lui ces derniers temps en France. En effet, à Lille, prend forme le projet d'ouvrir un bar « identitaire », « La citadelle », qui serait « interdit aux étrangers ».

Trois citoyens de Grivegnée, dont un élu local, ont décidé de réagir en recouvrant ces affiches (qui entretemps avaient été arrachées) par leurs propres affiches, réalisées en détournant la charte graphique et le message des premières : « Stop racistes. On veut pas de vous ! », signées par « Génération On va pas s'taire ». On peut voir là une forme de réappropriation du champ politique et *a fortiori* du domaine public, la rue, par les citoyens eux-mêmes, initiative qui n'est pas sans rappeler une certaine Irmela Mensah-Schramm qui, depuis près de 30 ans, munie d'un grattoir et d'une bombe de peinture, fait disparaître les messages néo-nazis et xénophobes qu'elle croise dans les rues des grandes villes allemandes. Une lutte qui ne semble malheureusement pas terminée à en croire la recrudescence sur les murs de ce type de messages haineux¹.



¹Jill PETZINGER, Berlin's "sprayer granny" has been purging her city of racist propaganda for 30 years, one flyer at a time, 10/07/2016, sur le site du media en ligne Quartz, <http://qz.com/724765/berlins-sprayer-granny-has-been-purging-her-city-of-racist-propaganda-for-30-years-one-flyer-at-a-time/>, consulté à la date du 15/09/2016.

La Foire du Livre politique de Liège 2016 à la Cité Miroir



**9^e édition de la Foire du Livre politique de Liège
Les 19 et 20 novembre 2016 • De 12h30 à 21h
À la Cité Miroir, Place Xavier Neujean, Liège**



Pour sa 9^e édition, la **Foire du livre politique de Liège** déploiera à nouveau ses activités dans le Salon des Lumières de la Cité Miroir, les **19 et 20 novembre 2016**.

Manifestation bien installée dans le paysage culturel liégeois, cet événement vise à réaliser une mise en réseau annuelle de tous les acteurs concernés par le secteur de la production, de l'édition, de la diffusion et de l'utilisation d'ouvrages, de magazines et de revues politiques. Outre différents stands de maisons d'édition, de librairies et d'associations actives dans le champ de la littérature politique, des présentations d'ouvrages, rencontres et débats seront organisés tout au long des deux après-midi et soirées.

À cette occasion et à l'initiative de la revue *Aide-mémoire*, les Territoires de la Mémoire auront le plaisir d'organiser un débat autour de la question de la démocratie radicale. Cette rencontre sera l'occasion de prolonger la réflexion autour de questions lancées dans les pages de la revue. Quelle légitimité du recours à la violence en démocratie pour faire entendre ses revendications dans un système où la prise de parole est souvent cadenassée et soumise aux codes établis de la délibération politique ? Face à la « logique du consensus » qui guide les décisions politiques, n'y-a-t-il pas une voie à interroger dans la remise à l'honneur du conflit entre adversaires au sein même du champ politique, en lieu et place des oppositions morales indépassables entre ennemis et qui alimentent des politiques de type identitaire ?

Démocratie radicale

Entretien avec Audric Vitiello

Maître de conférences en Science politique à l'Université François-Rabelais de Tours

Gaëlle Henrard : Pourriez-vous définir brièvement le concept de démocratie radicale et en quoi celle-ci s'est présentée comme une alternative à nos démocraties libérales et délibératives ?

Audric Vitiello : La notion de « démocratie radicale » vient d'une critique de la démocratie libérale, représentative, où la démocratie est identifiée à un système politique basé sur des institutions comme l'État de droit ou les élections. Pour les tenants d'une conception radicale de la démocratie, cette définition, largement acceptée aujourd'hui, est au mieux insuffisante, au pire contre-productive. Selon eux, il convient de prendre la démocratie au mot : « démocratie », c'est au sens propre le pouvoir du peuple, l'exercice du pouvoir par le peuple, l'action, la praxis politique du peuple. Or cette praxis, par laquelle le peuple veut contrôler son propre destin, ne se réduit pas à ses formes institutionnelles, telles que le vote ; il existe toujours de la démocratie au-delà des institutions (démocratiques ou non) – ce que Claude Lefort nomme la « démocratie sauvage ».

Penser la démocratie de façon radicale, c'est affirmer que la démocratie est la racine de la démocratie, qu'elle n'a pas d'autre fondement qu'elle-même, que la volonté et l'action humaines pour créer, entretenir et développer la démocratie. La démocratie n'est affaire ni de vérité, ni de nature, ni de déterminisme, mais d'action humaine, de choix et de pouvoir créateur. Elle doit toujours lutter pour s'imposer, contre d'autres projets de société, et contre des mécanismes ou des structures sociales contradictoires, souvent de façon contestataire voire révolutionnaire. L'exemple type est celui des droits de l'homme, souvent présentés comme « naturels », mais qui sont en réalité le produit de déclarations, d'actes politiques qui les créent et les font vivre – contre d'autres pratiques et volontés. La démocratie est donc foncièrement contingente, inscrite dans une histoire ouverte au changement, où elle peut apparaître, mais aussi disparaître. Elle apparaît alors comme une lutte continuée pour réaliser ses principes fondamentaux – liberté et égalité – au sein de la société.

Gaëlle Henrard : Quels seraient les éléments constitutifs d'une démocratie radicale et leur articulation ?

Audric Vitiello : Il n'y a pas de « modèle » de la démocratie radicale, pas de programme clés en main qu'il suffirait d'appliquer pour avoir une démocratie idéale. Ça peut être une faiblesse sur le plan politique : on reproche souvent à cette perspective son manque de clarté, de propositions, son « révoltisme ». Ce reproche peut être une stratégie de délégitimation politique, mais c'est souvent aussi un signe d'incompréhension. En fait, pour la démocratie radicale, c'est une question de cohérence, car définir a priori un programme de réformes serait contradictoire avec la centralité donnée à l'activité du peuple ; c'est au peuple d'agir, de discuter et de définir ce qui doit être l'action commune.

Pas de programme, mais il y a un projet de la démocratie radicale. Il s'agit de radicaliser la démocratie, c'est-à-dire, à la fois, de l'approfondir dans la sphère politique en maximisant la participation et le pouvoir du peuple, et de l'étendre au-delà, dans toutes les sphères sociales, appelées à se reconfigurer autour des principes de liberté et d'égalité. L'enjeu clé de la démocratie radicale, c'est d'impulser une dynamique sociale et politique, de permettre au peuple, à l'ensemble des individus, de reconquérir le pouvoir sur leur propre existence et sur leur propre société en décidant eux-mêmes de leur destin, dans toutes ses dimensions. La démocratie est à la fois le moyen et la fin de l'action politique : elle s'auto-engendre, s'auto-entretient et s'auto-développe de façon volontariste, en s'appuyant sur ses propres principes. Sa contingence est le signe de sa fragilité, mais aussi de sa perfectibilité. La démocratie est toujours imparfaite, il s'agit donc de toujours chercher à l'améliorer, de s'approcher toujours plus de la réalisation de ses idéaux. Le projet de démocratie radicale acquiert ici une portée globale, visant à s'attaquer à tous les mécanismes qui entravent la liberté, l'égalité et l'activité des individus.

Mais cette perfectibilité ne va pas de soi ; elle fait l'objet de débats, donc de conflits. Parce que certains s'opposent à la remise en cause de leurs positions dominantes, mais aussi parce que la signification concrète des idéaux démocratiques est a priori indéterminée, et reste toujours ouverte à la contestation. Ce pluralisme conflictuel est indépassable : il est vain d'espérer une réconciliation des intérêts ou des idéaux. Le consensus est impossible, et même néfaste, parce qu'il tend à faire taire les voix discordantes (contre le principe d'égalité), et que ce faisant il réduit l'horizon ouvert à la praxis commune (contre le principe de liberté). Il faut au contraire accepter le pluralisme, donc le conflit, comme une composante essentielle de la démocratie. Pas de démocratie sans pluralité d'options entre lesquelles décider ; mais pas non plus de décision sans opposition, sans minorité insatisfaite pour critiquer, lutter, et ainsi maintenir la dynamique sociopolitique. Affirmer le pluralisme et la conflictualité, c'est aussi assumer que toute décision est affaire de pouvoir, qu'elle s'impose à une partie du peuple contre sa volonté. La démocratie radicale ne cherche pas à faire disparaître le pouvoir ; au contraire, elle l'érige en élément crucial du fonctionnement démocratique – il n'y a de démocratie que s'il y a exercice du pouvoir, donc choix, en partie arbitraire, qui s'impose à tous et sur tous.

Il y a là une tension, entre ce nécessaire pouvoir asymétrique et l'idéal d'égalité ; mais cette tension peut être positive, devenir une source de dynamisme collectif, l'insatisfaction des minorités étant un vecteur efficace de mobilisation populaire et de politisation du social.

Chantal Mouffe théorise un « pluralisme agonistique » qui, pour simplifier, suit le schéma suivant : le principe de l'égalité de tous légitime une société pluraliste (politiquement, socialement, culturellement, etc.) ; le pluralisme implique des frictions, des débats, bref des conflits, qui mobilisent les individus et les amènent à s'engager dans la vie publique pour peser sur les décisions communes ; dans un cadre pluraliste, la décision ne sera pas neutre, elle exercera un pouvoir sur une partie, minoritaire, du peuple ; et ces minorités insatisfaites se (re)lanceront dans la lutte, donc continueront à animer et à dynamiser la vie sociopolitique.

Gaëlle Henrard : Dans une telle organisation, quelle serait la place des institutions, et comment le processus d'institutionnalisation pourrait-il être considéré ?

Audric Vitiello : Les partisans de la démocratie radicale sont d'accord pour dénoncer les institutions actuelles, en particulier le système représentatif, comme insuffisants voire nocifs pour la démocratie. D'où l'intérêt pour des modes d'action alternatifs, afin de développer la participation des citoyens à l'exercice du pouvoir via les mouvements sociaux, la construction d'alternatives, etc. Reste une question cruciale : est-ce que ces insuffisances sont conjoncturelles, dues aux institutions actuelles, ou structurelles, liées à l'existence même d'institutions, même « démocratisées » ? Faut-il renoncer à toute institutionnalisation, à cause du risque (réel) d'aliénation et de confiscation du pouvoir populaire par les appareils ? Sur ce point, il n'y a pas consensus. Pour simplifier, on peut distinguer deux grandes perspectives – distinction à ne pas surestimer, car elle tient beaucoup à l'objet considéré. D'un côté, on a une conception spontanéiste, quasi anarchique, qui met l'accent sur les moments où le peuple surgit sur la scène politique et s'insurge contre l'ordre des choses ; de l'autre, une conception plus proche du constructivisme, analysant à quelles conditions les institutions pourraient faciliter plus qu'entraver l'exercice du pouvoir populaire, sans pour autant présumer l'existence d'un modèle démocratique parfait.

La première conception souligne que la démocratie, l'action autonome du peuple, surgit souvent hors voire contre les institutions. Ainsi Jacques Rancière distingue deux logiques au sein du politique : celle de « la police », c'est-à-dire la gestion, la mise en ordre de la société, via la catégorisation et la hiérarchisation des activités et des acteurs ; et celle de « la politique », c'est à dire la critique, voire le désordre, lorsque le peuple, « n'importe qui », entre dans l'espace public pour contester l'ordre social. La démocratie, ici, c'est avant tout le moment où ceux qui n'ont « aucun titre à gouverner » entrent en scène et agissent pour changer la société : c'est « la part des sans-part », la participation de ceux qui, en temps normal, ne participent pas, car ils en sont exclus, à l'exercice du pouvoir. Mais on voit mal comment cette politique, même si elle impulse des changements, pourrait ne pas finir par instaurer un nouvel ordre, donc une nouvelle police. La démocratie serait alors un moment, un acte, plus qu'une société : potentiellement universelle (elle peut émerger partout, dans toute société), mais essentiellement temporaire et discontinue. Martin Breugh a ainsi mobilisé la notion arendtienne de « brèche » pour étudier comment, depuis l'Antiquité, se crée de façon épisodique un « espace public plébéien » affirmant les principes démocratiques au sein de différentes sociétés.

La seconde conception est plus attentive à la façon dont les institutions pourraient favoriser l'émergence d'un peuple actif, donc d'une véritable démocratie. L'enjeu crucial est alors de parvenir à mobiliser les gens sans entraver leur activité autonome. Chantal Mouffe et Ernesto Laclau valorisent ainsi les mouvements sociaux, y compris organisés : selon eux, cette contestation est bénéfique, car elle permet de politiser la société, de faire accéder à la scène politique certains problèmes et/ou acteurs qui en sont exclus, donc d'ouvrir de nouveaux horizons à la liberté collective. Mais selon les sociétés et les époques, les dispositifs activateurs ne seront pas les mêmes. Ainsi, Laclau pense que la démocratie radicale doit articuler trois éléments, en proportions variables selon les cas et les moments : le libéralisme (protection des droits individuels), le pluralisme (présence de différentes options sociales et politiques), et le populisme (production d'un peuple assez uni pour que les conflits puissent être régulés par des voies pacifiques). Lors du mouvement contre la loi Travail, Chantal Mouffe est d'ailleurs intervenue plusieurs fois pour soutenir la nécessité actuelle de faire émerger un « populisme de gauche » dans l'espace sociopolitique français.

Gaëlle Henrard : Quel est justement votre regard sur ces mouvements, de plus en plus présents sur la scène publique et médiatique, tels que Nuit Debout ?

Audric Vitiello : Nuit Debout est une version française d'un phénomène global : l'occupation des places publiques, dans

une logique à la fois protestataire et agoréenne. L'organisation et le succès de tels forums marquent un certain désarroi de la gauche : avec le déclin des idéologies révolutionnaires classiques, et des organisations qui les portaient, le besoin se fait sentir d'espaces où débattre à nouveau des perspectives émancipatrices. Ici, la démocratie devient à la fois moyen et fin de la lutte : on discute et on décide de façon ouverte et horizontale des enjeux et des actions à mener, en adoptant le point de vue normatif des principes démocratiques – liberté et égalité. Bref, l'expérience semble assez proche d'une logique de radicalisation de la démocratie, et peut être saluée comme un germe significatif de renouvellement. Mais ses limites restent nombreuses. Se pose d'abord la question de l'articulation de la lutte et du débat. Il semble qu'assez rapidement, la dimension protestataire est passée au second plan, au profit d'un flot de paroles aussi impressionnant que désordonné. Or le mouvement semble pour l'instant incapable de catalyser ces paroles multiples en un discours cohérent, capable de mobiliser pour mener des luttes et des actions concrètes. Peut-être est-ce une question de temps : après tout, entre le 15-M espagnol (les *Indignados*) et la fondation de Podemos, presque trois ans se sont écoulés... mais entre-temps, ont émergé de nombreuses luttes locales ! En France, Nuit Debout n'a pas encore fait la preuve de son autonomie par rapport au mouvement de contestation syndical, on ne voit pas encore émerger de perspectives propres.

Ensuite, le souci d'inclusion et d'horizontalité, associé à un espoir spontanéiste, risque de tourner au culte du consensus et à la renonciation à toute forme de pouvoir, sinon d'action. La spontanéité du mouvement est en partie trompeuse : Nuit Debout, c'est au départ une occupation organisée par un petit groupe d'activistes qui ont pris l'initiative et posé son infrastructure matérielle et procédurale, avant de s'effacer – un geste assez rare pour être salué ! Mais le risque est grand que le plaisir (réel) à être et à discuter ensemble détourne de l'action portée à l'extérieur, dans l'espace public – où on ne discute pas avec des amis, mais où on combat des adversaires ! Les initiateurs ont tenté de secouer cette torpeur en appelant à ne pas oublier la contestation en cours – sans grand succès... Le fait est qu'agir, surtout de façon autonome, exigera des choix, parfois difficiles, entre les paroles et les projets, donc d'exercer du pouvoir, de l'asymétrie, au sein du mouvement – au risque d'en marginaliser certains pans. Peut-être même serait-il utile d'accepter une forme limitée de représentation pour faciliter l'émergence d'un discours commun – qui, même temporaire et lacunaire, reste nécessaire à l'action politique.

Gaëlle Henrard : La démocratie radicale ne serait-elle d'une certaine manière que l'acceptation de l'instabilité et de l'impermanence d'un ordre social toujours en mouvement ? Est-ce là une conception si anxiogène pour nos sociétés ?

Audric Vitiello : C'est cela, mais pas que cela. La démocratie radicale pose qu'aucun ordre institutionnel, aussi démocratique soit-il, ne sera jamais parfait, n'épuisera jamais le phénomène « démocratie ». Elle affirme qu'il existera toujours des contestations, des demandes de changement, dans et hors des institutions ; et ce phénomène semble positif, car c'est de la contestation que naissent la démocratie et la dynamique sociale. Mais il ne faut pas la réduire au « bougisme », ni au « mouvementisme », au mouvement pour le mouvement. Elle dispose d'un horizon normatif : celui de la démocratie, avec ses principes fondamentaux de liberté et d'égalité, en fonction desquels évaluer les contestations et les propositions de changement – selon qu'elles semblent ou pas susceptibles de faire avancer la liberté et/ou l'égalité des êtres humains.

Affirmer que la démocratie est contingente, fragile, perfectible, peut être source d'anxiété. Mais est-ce vraiment une mauvaise chose ? D'un point de vue démocratique, tout dépend de la forme qu'elle prend. Si l'anxiété c'est l'inquiétude, l'intranquillité, l'impossibilité de se reposer sur ses lauriers, la nécessité ressentie d'agir et de changer notre société, alors elle peut être un stimulant efficace de la politique démocratique. En revanche, si l'anxiété vire à l'angoisse, ou, pour reprendre Arendt, à la terreur qui « détruit l'espace entre les hommes », atomise la société et paralyse les individus isolés et impuissants, alors elle est anti-démocratique, et favorise, l'histoire l'a prouvé, les solutions autoritaires. Aujourd'hui, nos sociétés sont plus dans l'angoisse que dans l'inquiétude ; mais c'est surtout à cause de changements socioéconomiques (inégalités, précarité, individualisation) que combat la démocratie radicale, du fait de ses principes égalitaires, et parce que la concurrence généralisée engendre l'atomisation, non la politisation du social.

La démocratie radicale est avant tout un message d'espoir : la démocratie est contingente, fragile, incertaine, mais elle est aussi possible – à condition que nous la voulions, et que nous agissions pour la réaliser. Assumer l'historicité de la démocratie, c'est pouvoir s'appuyer sur tous les exemples historiques où la démocratie l'a emporté alors que rien n'était gagné, non pour s'en satisfaire ou pour en faire des modèles, mais pour s'en inspirer, et pour à notre tour agir pour approfondir la démocratie. Comme disait déjà Thucydide, « il faut choisir : se reposer ou être libre »...

« Aide-mémoire fait débat » : petit compte-rendu des deux premières rencontres sur le radicalisme

Par Gaëlle Henrard

Retour sur les deux premières rencontres d'« Aide-mémoire fait débat ». Nous souhaitions y rencontrer les lecteurs mais aussi rassembler les gens autour de questions de société et les faire participer à la réflexion lancée dans les pages de la revue. Ce fut l'occasion d'aborder un certain nombre de sujets, d'échanger les points de vue et d'alimenter la réflexion via différents regards. Toute cette année, nous avons choisi d'aborder la thématique du radicalisme qui a été déclinée suivant différentes approches : le radicalisme politique, celui de la gauche, les usages et mésusages langagiers, politiques et médiatiques, les radicalismes religieux. Dans le numéro précédent nous abordions le radicalisme de droite et d'extrême droite et nous finissons ici l'année avec la démocratie radicale. Notre envie a vraiment été de tenter de détricoter collectivement ce terme épuisé sémantiquement notamment par les médias pour lui rendre du sens, pour lui rendre sa radicalité et son caractère positif. Ce mot et ses dérivés (radicalisation, radicaux, radicalisés, déradicalisation) apparaissent en effet partout mais que signifient-ils au juste et est-il pertinent de les utiliser autant ? Est-ce un comportement, une approche, une idéologie ? Quel lien le radicalisme entretient-il avec la violence ? Que nous dit ce concept de ceux qu'il cherche à désigner et que nous dit-il de ceux qui l'utilisent ?

Pour tenter d'initier une compréhension du terme et avant de s'essayer à une explication de ce que recouvrerait la lutte contre le radicalisme, Olivier Starquit a d'abord invité à s'interroger sur ce que celle-ci ne disait pas : « Ainsi, une définition en creux du citoyen non radical tend à indiquer qu'il n'est pas musulman, qu'il n'est pas immigré et qu'il se satisfait de sa position sociale. » Constat donc, qu'outre les mots « terroriste » et « populiste », le terme « radical » serait lui aussi utilisé à des fins de disqualification de tout propos et/ou comportement qui sortirait de la norme. Or le sens initial du terme « radical » étant de revenir à la racine, on peut conséquemment se demander pourquoi empêcher que la question soit posée. Une hypothèse avancée : « refuser d'aller à la racine des problèmes de notre société revient à dire qu'il faut tout faire pour que rien ne change, continuer sur la voie tracée d'une société consumériste qui va droit dans le mur. »

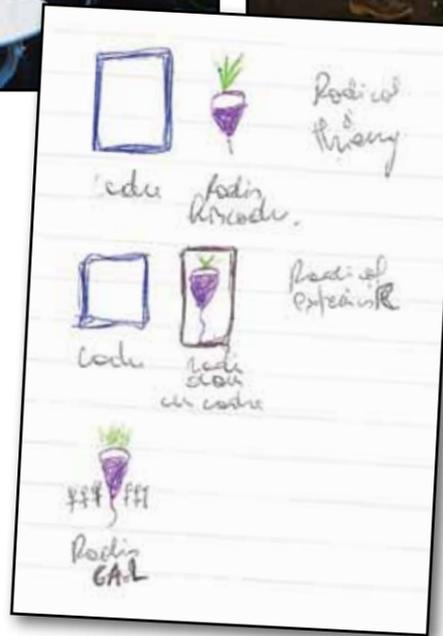
Et la violence dans tout ça ?

Autre question importante qui a suscité le débat : celles des liens que le radicalisme entretiendrait avec la violence, puisque là aussi, si l'on se réfère à l'usage médiatique, l'un ne semble pas aller sans l'autre, qu'il s'agisse des intégrismes religieux, des manifestations syndicales et autres actions écologistes comme en témoigne la polémique qui a pu se déployer en 2014 suite à la mort de Rémi Fraisse lors des manifestations contre le barrage de Sivens. On aurait presque l'impression que le champ d'application de la violence ne cesse de s'amplifier. Force est cependant de constater que ce n'est que dans un certain sens que l'usage terminologique s'étend. Difficile en effet de repérer dans le discours médiatique une quelconque dénonciation des violences symboliques ou sociales. Ne dénonce pas la violence qui veut. Ainsi en est-il également de l'usage d'un autre terme, celui de « légitimité », immédiatement abandonné à la seconde où un mouvement ou une revendication prendrait une tournure qualifiée de violente¹. On en revient d'ailleurs à cette question entre le légitime et le légal que beaucoup ne cessent de confondre. Or, quand les moyens légaux de contestation ne fonctionnent pas, quels sont les moyens légitimes pour être entendu ? Il fut donc débattu de l'opportunité de condamner ou non une certaine forme de radicalité lorsqu'elle tend à verser dans la violence.

Radical, une position hors cadre ?

D'ailleurs, il est à noter que si la radicalité n'induit pas forcément un comportement violent, un comportement violent ne doit pas être considéré comme radical pour autant. Le fait qu'il y ait opposition ou violence n'induit pas forcément la radicalité. Ainsi fut évoqué le phénomène de « sherwoodisation », de ces personnes qui disparaissent des radars, de toute sécurité sociale et qui s'inscrivent par là dans une forme de radicalité mais qui n'ont rien de violent. À l'inverse, il y a des gens qui ont des pratiques violentes, notamment en manifestation, sans pour autant être dans la radicalité. Dans cette optique, la radicalité serait davantage une position hors cadre en terme de discours, d'analyse, mais aussi de comportement, et qui ne serait pas nécessairement à rapprocher de la violence. Une posture radicale se positionnerait ainsi hors de l'institué.

Ceci rejoint quelque peu un article récent de Frédéric Lordon qui, au sujet notamment du mouvement Nuit Debout, pose les termes



de « l'alternative radicale » : « Comprenez bien que nous ne revendiquons rien. Entendez qu'après quelques décennies à faire, vous et vos semblables, la démonstration de vos talents et de votre hauteur de vue, l'idée de négocier quoi que ce soit avec vous nous apparaît absolument sans objet. C'est que "revendiquer" n'a de sens que dans un certain cadre qu'on reconnaît par là implicitement comme légitime, et tautologiquement comme hors du champ de la revendication elle-même – puisqu'il en est le cadre... Or, vient fatalement un moment où à force de combats dérisoires pour des miettes, et même en l'occurrence pour simplement résister à la diminution des miettes, l'impensé du cadre revient à la pensée. Non plus comme objet de "revendication" mais comme objet de renversement². » Et un peu plus loin : « Nous rassembler, ne pas rentrer, ne pas revendiquer : concentré d'inquiétante étrangeté en effet pour les administrateurs du cadre³. »

Par rapport à la question du « hors-cadre », la distinction nécessaire entre radicalisme et extrémisme d'une part, et entre radicalisme et intégrisme d'autre part, fut également réfléchi. Si certains voient l'extrémisme comme la position à la limite du cadre, voire qui repousse les limites du cadre, d'autres y voient plutôt l'idée de dogmatisme. C'est d'ailleurs à ce titre que, pour certains, le radicalisme n'est pas ou ne doit pas être un dogmatisme. Il était donc question d'une certaine vigilance vis-à-vis de ce moment où on serait amené à penser, en tant que radical, que « ceci est la vérité ». Quitte-t-on le radicalisme pour rejoindre une forme d'intégrisme, d'extrémisme lorsqu'on érige des vérités et qu'on refuse de plier pour les défendre ? De même, quitte-t-on un cadre pour forcément en recréer un autre ? Le radical serait-il toujours celui qui se positionne hors du cadre... avec le risque de toujours penser être plus intègre ou plus proche de la « vérité » que l'autre ?

Mais est-il à ce point mal vu, dans le débat actuel, d'être ou de se définir comme radical ? Pour Jean Faniel, il est important de distinguer le terme « radical » de celui de « radicalisé », le second impliquant un mouvement, une évolution personnelle comme si c'était connoté plus négativement d'avoir suivi ce mouvement. On reprocherait ainsi davantage à des jeunes de retour de Syrie ou à des syndicats de s'être radicalisés, c'est à dire d'avoir fait le « choix » de ce changement. Dans les deux cas, l'idée demeure de disqualifier et criminaliser, puisqu'à ce processus répond celui, inverse, de « déradicalisation ».

Réappropriation vs abandon des mots

Au sujet de la confiscation ou de l'épuisement sémantique, la question a été posée de savoir s'il fallait plutôt se réapproprier des mots et concepts désormais chargés négativement (terrorisme, populisme, radicalisme) ou si quelque part, il valait mieux les laisser à « l'adversaire ». L'idée soulevée par Jean Faniel de regarder à quelles fins sont utilisés les mots peut s'avérer une bonne piste pour aider à faire la part des choses. Les utilise-t-on comme insulte et outil de la morale ou comme catégorie d'analyse et outil technique ? Dans le second cas, on peut alors retrouver des mouvements radicaux bien différents dont certains seront considérés comme dérangeants voire dangereux : Sharia 4 Belgium par exemple, mais aussi le CADTM (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes), les Femen, etc.

Par ailleurs, s'il fallait se réapproprier le terme de « radicalisme », il serait évidemment nécessaire de le nourrir et de l'incarner, sou-

levait un intervenant. Quel serait le dénominateur commun des radicalismes, des radicaux ou de ceux qui se pensent comme tels ? Utiliser le concept de radicalisme comme idéologie pourrait s'avérer peu porteur. En revanche, l'idée d'essayer d'avoir une congruence entre une pensée, un discours et un comportement peut aider à une caractérisation technique du terme, c'est-à-dire considérer le radicalisme comme un moyen et non une fin en soi, quelque chose dont la réalisation ne serait pas dans le produit mais dans le processus, la démarche.

La question centrale des médias

Difficile toutefois d'aborder la question de la réappropriation des termes sans aborder celle de la réappropriation des médias qui utilisent, véhiculent et vulgarisent le langage. Et c'est un combat permanent que de faire circuler les mots dans le sens qu'on veut leur donner *a fortiori* quand ils sont destinés à nous définir nous-mêmes. « Une position radicale est une position d'exigence », a-t-on pu entendre dire, à commencer par une exigence langagière.

Les médias alternatifs⁴, qui témoignent d'une réappropriation du langage et de la parole politique des gens, fleurissent d'ailleurs depuis quelques années. La toile, notamment, leur offre une tribune relativement libre, sorte d'agora 2.0, qui permet tant au témoignage qu'à l'analyse politique, sociologique, économique ou encore scientifique de s'exprimer, le tout souvent teinté d'humour (chose qu'on observe peu dans les médias classiques) et surtout avec des mots qui n'ont pas été vidés de leur sens. La question des moyens de financement (notamment participatif) de telles initiatives est elle aussi centrale. On peut également noter que ceux qui animent certains de ces médias⁵ ne sont pas forcément des diplômés des écoles de journalisme classiques, mais souvent des jeunes (ou moins jeunes) directement concernés par les questions qu'ils soulèvent, qui parlent en leur nom, qui se donnent l'autorisation que le statut, l'emploi ou le diplôme ne leur ont pas forcément donnée. Ils livrent ainsi une analyse ancrée dans leur réalité à destination de personnes pour une bonne part confrontées aux mêmes réalités qu'eux. Ils ne parlent pas parce qu'ils ont un titre mais parce qu'ils ont quelque chose à dire, à faire, et en étant, d'une certaine façon, déliés du souci de conserver ou non l'emploi (qu'ils n'ont d'ailleurs pas toujours), le statut et la légitimité.

Puisqu'on est de toute évidence mal servis par les médias, c'est aussi notre travail de citoyen d'aller voir ce qui se passe ailleurs, de développer notre esprit critique que ce soit à la télévision, à la radio, dans la presse, sur la toile ou dans des débats publics.

¹ Là aussi, l'exemple de la qualification par la Secrétaire du PS le 31 octobre 2014 dans l'émission « Ce soir (ou jamais !) » de Frédéric Taddei de « mouvements crépusculaires », « dangereux pour le pays » pour parler de militants écologistes qui « n'auraient rien à voir avec des revendications politiques adressées au gouvernement et adressées aux autorités locales dans le cadre de causes écologiques légitimes ». https://www.youtube.com/watch?v=T_hj5pmygVQ
² Frédéric LORDON, « Nous ne revendiquons rien » : <http://blog.mondediplo.net/2016-03-29-Nous-ne-revendiquons-rien>.
³ Ibidem.
⁴ Voir notamment une liste non exhaustive de ceux-ci sur le site L'indigné du canapé, <http://www.indigne-du-canape.com/liste-de-sites-alternatifs-qui-nentretiennent-pas-la-confusion/>.
⁵ Voir notamment la plateforme #On vaut mieux que ça dont font notamment partie des jeunes comme Ludo Torbey (« Osons Causer ») ou Usul (« Mes Chers Contemporains »).

Radicaliser la démocratie : de la dimension agonistique de la démocratie

par **Olivier Starquit**

La société ne s'arrête pas à une conception de ce qu'est le juste, l'égal ou le libre, donnée une fois pour toutes, mais s'institue de telle sorte que les questions de la liberté, de la justice, de l'équité et de l'égalité puissent toujours être posées dans le cadre du fonctionnement normal de la société.
(Cornelius Castoriadis)

Nuit debout, Brexit, désintérêt et désenchantement pour la chose politique, le constat est clair et accablant : les démocraties représentatives occidentales n'ont guère le vent en poupe ces derniers temps. Chantal Mouffe, professeur à l'université de Westminster à Londres ausculte et analyse de manière assez décapante cette situation dans trois ouvrages traduits récemment¹.

La liberté du cul-de-sac

Selon Chantal Mouffe, nous vivons dans une société où on parle énormément de dialogue et de délibération, mais elle pose immédiatement la question de connaître le sens que ces termes peuvent revêtir « s'il n'y a pas de véritable choix en jeu et si les participants à la discussion ne font pas face à des options clairement différenciées parmi lesquelles trancher² ». Ce que dénonçaient également les Indignés et d'où découle par ailleurs le succès de partis ou de ténors démagogiques de droite (Donald Trump aux États-Unis, le parti *Ukip* en Grande-Bretagne) puisque que ceux-ci expriment, certes de façon très problématique, des véritables demandes démocratiques que les partis traditionnels ne prennent pas ou plus en compte. Et en effet, un des éléments les plus caractéristiques de nos démocraties représentatives usées jusqu'à l'os est « cette incapacité des partis politiques établis à proposer des alternatives substantielles à l'ordre existant³ ». Une incapacité que ceux-ci camouflent un tant soit peu en réduisant la démocratie aux élections, à l'État de droit et aux droits de l'homme et en tâchant de figer le régime politique en un système postdémocratique où les frontières entre gauche et droite n'auraient plus lieu d'être et où la poursuite à tout prix du consensus impliquerait l'éradication du conflit. Dans cette vision de la démocratie, « les conflits déstabilisent la société et mettent en péril l'ordre démocratique. La prédominance d'un idéal de consensus s'accompagne d'une clôture de l'expression publique du dissensus⁴ ».

Gouvernance et terrorisme

Cette vision installe, rappelons-le, la gouvernance au gouvernail d'une société avec cette « logique du consensus entre acteurs non étatiques [où la] décision est coupée de toute délibération publique sur les véritables enjeux pour être réduite à un simple arrangement technique entre acteurs déjà avertis [et où] la gouvernance réduit la vie publique au *management* ou à l'administration en éliminant la politique, le conflit et la délibération sur les valeurs communes ou les fins ». Cette conception de la démocratie l'évide et n'est pas sans danger : comme nous l'avons déjà souligné, ce contexte du consensus au centre et à tout prix permet aux partis démagogiques principalement de droite de contester cette pensée consensuelle dominante et de tirer la floche en se présentant comme les seules forces anti-establishment. Mais Chantal Mouffe souligne également que « quand l'affrontement démocratique disparaît, la dimension antagoniste du politique se manifeste à travers d'autres canaux : montée des discours moralistes, obsession des scandales dans tous les domaines, essor de divers intégrismes religieux, (...) montée de la judiciarisation : comme il est de moins en moins possible d'envisager les problèmes de société d'une façon spécifiquement politique, c'est le champ juridique qui est privilégié : on attend de la loi qu'elle résolve tous les types de conflit⁶ ».

En outre, pour reprendre les catégories développées par Albert O. Hirschman, face à cette situation, les citoyens peuvent opter pour l'apathie, le désenchantement et le désintérêt (*Exit*), car à trop insister sur le consensus et le refus de la confrontation, on aboutit à l'apathie et à la désaffection à l'égard de la participation politique. Mais ils peuvent aussi, un peu comme l'eau qui ruisselle après un orage, chercher un autre exutoire (*Voice*). Pour le dire autrement, lorsque les passions ne trouvent pas un exutoire démocratique dans un régime qui nie le conflit et fige la situation dans un consensus, ces passions et l'antagonisme qu'elles impliquent peuvent exploser violemment : « quand la démocratie n'offre plus



Agua de Valencia (cc) Joanbanjo

la possibilité de s'identifier à des identités politiques collectives, on observe une tendance à rechercher d'autres sources d'identification collective⁷ ». Et c'est alors que l'affrontement démocratique éludé entre adversaires risque d'être remplacé par un affrontement entre d'autres formes d'identifications collectives, notamment les politiques identitaires. Ainsi, une hypothèse de Chantal Mouffe revient à dire que « l'essor des divers fondamentalismes religieux, moraux et ethniques est la conséquence directe du déficit démocratique qui caractérise la plupart des sociétés libérales-démocratiques⁸ » et que dans un régime politique qui ne tolère plus les adversaires, toute voix opposée est présentée comme celle d'un ennemi porteur de valeurs morales et non plus politiques, valeurs morales non négociables de surcroît. Par conséquent, « dès lors que la confrontation nous/eux n'est plus présentée comme une confrontation politique entre des adversaires mais comme une opposition morale entre le bien et le mal, l'opposant ne représente plus qu'un ennemi à détruire. D'où l'émergence aujourd'hui d'antagonismes qui mettent en cause les bases même de l'ordre existant⁹ ». Pour le dire autrement, « quand les opposants ne sont plus définis en termes politiques mais en termes moraux, ils ne peuvent plus être perçus comme des adversaires mais seulement comme des ennemis¹⁰ ». En somme, le constat posé par Chantal Mouffe revient à dire que le terrorisme prolifère principalement dans des conditions où n'existe plus aucun canal politique légitime pour formuler des griefs. L'Occident, sa tyrannie du consensus et son hégémonie anesthésiante auraient, en quelque sorte, semé les graines du mal qui le frappe arbitrairement.

Cette vision postdémocratique peut aussi induire un renforcement de l'appareil répressif précisément et paradoxalement (ou pas ?) au nom de la démocratie et de l'État de droit : « plus l'adhésion des peuples est faible, plus la coercition exercée par le pouvoir est forte¹¹ », ce qui nous mène à des formes de césarisme bureaucratique (dont un des avatars contemporains est l'Union européenne) et à une extralégalisation de la conflictualité sociale par la mise hors-la-loi de pratiques jusque-là permises et autorisées par le droit (pensons aux peines de prison fermes imposées en France à des syndicalistes) : « si l'on admet l'idée que la tension entre l'égalité et la liberté ne peut pas être résolue et qu'il ne peut exister que des formes hégémoniques contingentes de stabilisation de leur conflit, il apparaît clairement que la disparition de l'idée même d'une alternative à la confi-



Manifestation antifasciste (Stanislaw Osostowicz, 1932-1933)

guration existante du pouvoir entraîne celle de toute forme légitime d'expression des résistances aux rapports de pouvoir dominants¹². »

Ceci dit, nous pouvons indubitablement nous interroger quant à savoir si en agissant ainsi, « les institutions ne trahissent pas la démocratie en figeant son mouvement créateur¹³ » car ce rêve d'une démocratie pluraliste parfaitement consensuelle est et reste une contradiction dans les termes, car « imaginer qu'une démocratie pluraliste puisse se concrétiser parfaitement, c'est la transformer en idéal se réfutant pleinement, puisque la condition de possibilité d'une démocratie pluraliste est en même temps la condition de l'impossibilité de sa mise en œuvre parfaite¹⁴. »

L'agonisme et la démocratie radicale

Résumons : pour Chantal Mouffe, l'antagonisme est une lutte entre ennemis, l'agonisme une lutte entre adversaires et pour elle, le but de la politique démocratique est de se réapproprier la démocratie et de réhabiliter le conflit de sorte que ceux qui s'opposent à d'autres en démocratie ne soient plus perçus comme un ennemi à détruire mais comme un adversaire, soit quelqu'un dont les idées peuvent être combattues mais qui disposent du droit de défendre celles-ci. Et dans cette théorie, la notion d'adversaire est la clé permettant d'envisager la spécificité de la politique démocratique pluraliste moderne : « dans un régime démocratique, les conflits et les affrontements, loin d'être des signes d'imperfection, indiquent que la démocratie est vivante et habitée par le pluralisme¹⁵ » ; et dans ce cadre, « le but de la politique démocratique doit être de fournir un cadre où les conflits puissent prendre la forme d'une confrontation agonistique entre adversaires au lieu de se manifester par une lutte antagoniste entre ennemis¹⁶ ». Cette « confrontation agonistique, loin de menacer la démocratie est la condition même de son existence. La spécificité de la démocratie moderne est de reconnaître et de légitimer le conflit et de refuser d'y mettre un terme en imposant un ordre autoritaire¹⁷ ». Par conséquent, une des pistes à privilégier consiste en ce que « la défense et l'approfondissement du projet démocratique exigent de reconnaître la dimension antagonistique du politique et de renoncer au rêve d'un monde réconcilié qui aurait dépassé le pouvoir, la souveraineté et l'hégémonie¹⁸ ». Partant, le conflit ne peut et ne doit pas être éradiqué (sauf à vouloir éradiquer la politique et la démocratie puisque celles-ci sont le lieu du conflit, de l'antagonisme) mais il doit au contraire être reconnu et légitimé. Cette méthode permet par ailleurs de « sublimer les passions en les canalisant vers des projets démocratiques et en créant des formes collectives d'identification autour d'objectifs démocratiques¹⁹ ». Cette confrontation qui caractérise la démocratie radicalisée est par ailleurs une confrontation permanente sans possibilité de réconciliation finale, tout arrêt étant la photographie du rapport de forces à un moment donné. Au lieu d'être statique, cette conception de la démocratie en fait un projet vers lequel on tend sans jamais pouvoir l'atteindre : « la politique est donc le nom d'un conflit. Elle n'est pas l'établissement de la paix mais l'assomption d'une lutte. Cependant, cette lutte n'est pas un conflit militaire²⁰. »

« Dans un régime politique qui ne tolère plus les adversaires, toute voix opposée est présentée comme celle d'un ennemi. »

La social-démocratie devant Charybde et Scylla

Ce *reboot* du conflit comme point nodal de la démocratie implique par conséquent la construction d'institutions plus démocratiques et plus égalitaires. Et dans un premier temps, il s'agirait pour elle de « récupérer la démocratie avant de pouvoir la radicaliser car nous vivons désormais dans un système postdémocratique : les procédures et institutions démocratiques continuent à exister, mais elles ont perdu leur sens car elles ne permettent pas aux citoyens d'exercer un véritable choix : lors des élections, les citoyens devraient avoir un véritable choix entre différents projets politiques, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui²¹ ». Ainsi, pour Chantal



Demonstracja (Stanislaw Osostowicz, 1932)

Mouffe, s'exprimant à propos de la social-démocratie en complète déliquescence, il s'agirait de « reformuler le projet socialiste sous forme d'une radicalisation de la démocratie. Le problème dans nos sociétés, réside moins dans les idéaux proférés que dans la façon dont ils ne sont pas mis en pratique. Radicaliser la démocratie suppose à la fois de transformer les structures de pouvoir et d'établir une autre hégémonie que celle que nous vivons²² ». Pour ce faire, il s'agira aussi de surmonter deux écueils : le premier consiste à offrir une alternative à un modèle politique qui a tout intérêt à disposer d'une version light de la démocratie, à savoir le néolibéralisme. Ce qui ne sera pas chose aisée face à la capitulation en rase campagne de la gauche social-démocrate. En effet, comme le soulignent Christian Laval et Pierre Dardot, « cette gauche a pratiquement tout repris du logiciel de droite : fétichisme de la monnaie stable, volonté de réduire l'impôt et les dépenses sociales, flexibilité du marché du travail et primat quasi constitutionnel du principe de compétitivité²³ ». Un néolibéralisme, qui bien plus qu'un modèle économique, est un phénomène total, une logique normative qui touche tous les pans de l'existence, un néolibéralisme qui, après la crise financière, s'est renforcé en se radicalisant.

Face à ce phénomène total hégémonique, il s'agirait de vaincre l'oligarchie et de restaurer la démocratie. Partant, il s'agirait de reprendre l'initiative, de contester directement le néolibéralisme comme forme de vie et d'ouvrir l'horizon d'une vie bonne mais pour ce faire, il lui faudrait mobiliser les passions, moteurs du domaine politique « afin de construire un "peuple" et de faire advenir une "volonté collective"²⁴ ». Mais c'est là que se dresse le second écueil : « la gauche sociale-démocrate s'en remet à un rationalisme qui est pourtant inefficace. Il ne suffit pas de présenter des arguments rationnels aux gens afin de les convaincre. Lorsqu'on lutte contre une passion, la seule façon de triompher, c'est de développer une passion plus forte²⁵ ». Ce qui nous ramène à la lancinante question stratégique visant à savoir s'il faut développer un *storytelling* de gauche au risque de rater la bifurcation vers l'avenir et de désespérer Billancourt et les sacrifiés de Caterpillar.

Olivier Starquit

- 1 Chantal MOUFFE, *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, 2016 ; *Agonistique, penser politiquement le monde*, Paris, Éditions des Beaux-Arts de Paris, 2014 ; *Le paradoxe démocratique*, Paris, Éditions des Beaux-Arts de Paris, 2016.
- 2 Chantal MOUFFE, *L'illusion du consensus*, op.cit., p. 11.
- 3 *Idem*, p. 104.
- 4 Manuel CERVERA-MARZAL, *Les nouveaux désobéissants : citoyens ou hors-la-loi*, Lormont, Éditions du Bord de l'eau, 2016, p.131.
- 5 Christian LAVAL et Pierre DARDOT, *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, Paris, La Découverte, 2016, p. 129.
- 6 Chantal MOUFFE, *Le paradoxe démocratique*, op.cit., p. 123.
- 7 Chantal MOUFFE, *Agonistique, penser politiquement le monde*, op.cit., p.158.
- 8 Chantal MOUFFE, *Le paradoxe démocratique*, op.cit., p.105.
- 9 Chantal MOUFFE, *L'illusion du consensus*, op.cit., p.13.
- 10 *Idem*, p.114.
- 11 Gaël BRUSTIER, *#Nuit debout. Que penser ?*, Paris, Éditions du Cerf, p. 68.
- 12 Chantal MOUFFE, *Le paradoxe démocratique*, op.cit., p.17.
- 13 Manuel CERVERA-MARZAL, op.cit., p.84.
- 14 Chantal MOUFFE, *Le paradoxe démocratique*, op.cit., p. 27.
- 15 *Idem*, p.45.
- 16 *Idem*, p.126.
- 17 Chantal MOUFFE, *Le paradoxe démocratique*, op.cit., p. 48.
- 18 Chantal MOUFFE, *L'illusion du consensus*, pp. 195-196.
- 19 Chantal MOUFFE, *Agonistique, penser politiquement le monde*, op.cit., p.31.
- 20 Manuel CERVERA-MARZAL, op.cit., p. 105.
- 21 Chantal MOUFFE, entretien de Sonya FAURE et Anastasia VÉCRIN, « Obtenir un consensus en politique est par principe impossible », *Libération*, 15/04/2016, http://www.libération.fr/debats/2016/04/15/chantal-mouffe-obtenir-un-consensus-en-politique-est-par-principe-impossible_1446542.
- 22 Chantal MOUFFE, entretien de Joseph CONFAVREUX, « Il est nécessaire d'élaborer un populisme de gauche », *Mediapart*, 08/04/2016, <https://www.mediapart.fr/journal/international/080416/chantal-mouffe-il-est-necessaire-d-elaborer-un-populisme-de-gauche?onglet=full>.
- 23 Christian LAVAL et Pierre DARDOT, op.cit., p.41.
- 24 Chantal MOUFFE, *Agonistique, penser politiquement le monde*, op.cit., p.140.
- 25 Chantal MOUFFE, « Il est nécessaire d'élaborer un populisme de gauche », op.cit.

« Quand j'étais encore un bébé, ma mère m'a dit : "Fiston, sois toujours un bon garçon ! Ne joue jamais avec des révolvers !" Mais j'ai descendu un type à Reno, juste pour le regarder mourir. » Cette phrase qui ouvre la chanson *Folsom Prison Blues* de Johnny Cash continue de servir d'étendard, parfois aussi de repoussoir, pour tout ce qui concerne le chanteur habillé de noir.

Récemment, le cinéaste américain Michael Moore y voyait la preuve d'une incitation à la violence. Déception face à cette mauvaise foi. Mais Moore se veut aussi sociologue quand notre homme est avant tout un artiste, totalement dénué de sens politique tel qu'on l'entend habituellement chez nous.

« Hello, I'm Johnny Cash ! ». Un show de Johnny Cash qui commençait sans cette phrase n'était pas un show de Johnny Cash. Signature simplissime, parfaite, qui sonne et claqué. Et en plus, John R. Cash n'a même pas dû employer de pseudonyme. Cette signature ouvrait donc aussi les concerts qu'il a donnés en prison. Les plus célèbres furent ceux qu'il a donnés à Folsom et à San Quentin, à la fin des années soixante. La prison a fasciné et effrayé Johnny Cash tout au long de sa carrière. N'en déplaise à Michael Moore où à ceux qui l'ont traité un peu vite de « réac » ou de « vieux bigot », une chanson comme *25 Minutes To Go* qui raconte les vingt-cinq dernières minutes d'un condamné à mort est clairement une charge contre la peine capitale. Plus récemment, il reprenait *The Mercy Seat* de Nick Cave, avec qui il partageait cette obsession de la faute et de la rédemption, le plus souvent impossible. En dépit de son titre à l'humour potache (*the mercy seat*, « le siège de la pitié », en fait la chaise électrique, est un jeu de mots hasardeux sur le mouvement musical des années 1960 le « *Mersey Beat* »), cette chanson terrifiante démultiplie le malaise ancien de *25 Minutes To Go*, avec la phrase de cet homme qui se prétend innocent, qui revient comme un leitmotiv (« *and I'm not afraid to die* », « et je n'ai pas peur de mourir » – peu pieux mensonge) et se transforme à la dernière ligne en « *and I'm afraid I told a lie* » (« et j'ai peur d'avoir dit un mensonge »). On n'est pas loin de l'esprit du film de Tim Robbins *Dead Man Walking*, en fait postérieur à la chanson de Nick Cave.

À Folsom comme à San Quentin, Cash réjouissait les prisonniers. Il suffit de voir des extraits des films qui y furent tournés pour sentir une énergie, une électricité et un danger permanents. Cash ne jugeait pas : il chantait pour eux, faisant même venir son épouse June Carter Cash pour certains titres. Alors, les prisonniers riaient sur la chanson de Shel Silverstein, récente à l'époque, *A Boy Named Sue* (*Un garçon nommé Suzie* dans la version française de Joe Dassin) : « Mon papa est parti quand j'avais trois ans et il a pas laissé grand'chose à Maman et moi, juste cette vieille guitare et une bouteille de bourbon vide. » Le ton, à la fois tragique et grotesque, est donné d'emblée. Il enflé et devient imprévisible quand il ajoute : « Maintenant, je ne le blâme pas parce qu'il a foutu le camp et qu'il s'est planqué, mais la pire chose, il l'a faite avant de partir, c'est qu'il m'a appelé Sue. »

À San Quentin, on frôla l'émeute quand Cash entama la chanson inédite *San Quentin* : « San Quentin, tu es un enfer vivant pour moi. » Cris des prisonniers. « Tu m'as accueilli en 1963, j'en ai vus arriver, j'en ai vus partir, j'en ai vus mourir et il y a longtemps que je me demande plus pourquoi. » Pause. « San Quentin, je HAIS chacun de tes centimètres carrés ! » Rugissements. En revoyant le film, on est en droit de se demander comment la situation n'a pas dégénéré.

Même si Johnny Cash a donc mené une vie « dangereuse », je ne tiens pas à écrire de biographie tumultueuse. Quelques éléments, tout de même. L'alcoolisme l'a longtemps miné. Est-ce pour lui-même qu'il a repris la très belle chanson de Kris Kristofferson *Sunday Morning Coming Down* ? : « Je me suis réveillé dimanche matin avec aucune façon de maintenir ma tête sans qu'elle cogne. La bière que j'ai prise comme petit déj n'était pas mauvaise. Alors j'en ai pris une autre, comme dessert. Et puis j'ai fouillé dans la penderie et j'ai mis ma plus propre chemise sale. »

Alcool et regret. Amateur d'armes mais contre la peine de mort. Ami de Richard Nixon mais opposé à la guerre au Vietnam. On n'en finirait pas de pointer les contradictions chez un homme qui ne pouvait décidément plaire ni à la gauche ni à la droite. Son combat le plus exemplaire fut sans doute celui qu'il a mené en faveur des Amérindiens. Entre 1969 et 1971, il anima le *Johnny Cash Show* dans lequel il invita notamment Buffy Sainte-Marie¹. À cette occasion, il chante avec elle cette chanson hilarante de Pete LaFarge, *Custer He Don't Ride Well Anymore* (« Custer, y monte plus très bien à cheval »). Les rimes sont volontairement ridicules : « *hero* » est associé à « *zero* », et « *Indian victory* » à « *bloody massacre* », ce dernier mot prononcé avec un accent du sud appuyé, « *massacrie* ». Du même auteur, il aura également interprété *The Ballad Of Ira Hayes*, en hommage à ce soldat amérindien qu'on voit parmi d'autres planter le drapeau américain à Iwo Jima, lors de la Seconde Guerre mondiale. Ira Hayes (1923-1955) ne connut la gloire qu'un très court moment, le racisme plus ou moins larvé qui entache l'Amérique le mit vite en marge de la société. Il mourut alcoolique. Dans cette chanson, un autre leitmotiv, triste : « Tu peux l'appeler Ira Hayes l'alcool, il ne te répondra plus. »

À côté de cela, comment comprendre une autre chanson des années 1970 comme *Ragged Old Flag*, exercice patriotique tire-larmes qu'on jurerait taillé pour des fêtes d'école de fin d'année ? Impossible, sauf si l'on accepte les paradoxes de l'homme, longtemps considéré comme gauchiste à Nashville et comme réactionnaire en vieille Europe.

C'est dans ces mêmes années qu'il livra la composition qui lui ressemblait le plus : *Man In Black*. Il y chante : « Vous vous demandez sans doute pourquoi je suis toujours habillé en noir (...) et pourquoi j'ai toujours l'air sombre, eh bien il y a une raison à ça. Je porte le noir pour les pauvres et les opprimés, qui vivent dans la partie la plus misérable de la ville. Je le porte pour le prisonnier qui a payé ses crimes depuis longtemps, mais qui est une victime du temps qui passe. Je porte le noir pour ceux qui n'ont jamais appris à lire. » Ce qui gêne certains, c'est la phrase suivante où le croyant refait surface : « Pour ceux qui n'ont jamais entendu les paroles de Jésus sur la route vers le bonheur à travers l'amour et la charité. » Vieux bigot ? La bigoterie est différente de la foi du charbonnier qui est celle de notre Cash, irritant et touchant à la fois.

L'homme en noir ne dédaignait pas l'humour, même si c'était rarement à travers ses propres chansons. Je pense à *One Piece At a Time* (« Un morceau à la fois ») où il raconte comment il s'est construit gratuitement une voiture à partir de pièces détachées pêchées ça et là, ce qui n'alla pas sans problème. « Je ne me suis jamais considéré comme un voleur, et je me suis dit que General Motors n'y verrait rien. (...) Puis, y'a eu un problème. Il s'est avéré que la transmission était de 53 alors que le moteur était de 73. (...) Voilà la Psycho-Billy Cadillac ! C'est quel modèle, qu'on me demande ? Eh bien, c'est une voiture de 49-50-51-52-53... 74-75-76 etc. »

Musicalement, ses dernières années furent sans doute les plus excitantes. Autre paradoxe chez quelqu'un qui a commencé en même temps qu'Elvis Presley. C'est que dès le milieu des années 1990, il s'offrit comme producteur le fameux Rick Rubin, spécialisé en hard rock. Il n'a pas fait de Johnny Cash un chanteur de heavy metal, certes non, mais il lui a offert un son à la fois riche et acéré. Ajoutons à cela le pianiste virtuose devenu avare d'effets, qui plaque ses solos comme des haikus : Benmont Tench. Ces ultimes disques virent Cash encore composer, mais aussi oser des reprises qu'on aurait pensées improbables : U2, les Beatles, Nick Cave comme on l'a vu plus haut, Soundgarden et même Nine Inch Nails. Autre rencontre inattendue : en duo avec Joe Strummer (ex-Clash), il recréa *Redemption Song* de Bob Marley. La plus émouvante de ces reprises est l'ultime *We'll Meet Again*. La chanteuse britannique Vera Lynn (qui aura, espérons-le si elle est en bonne santé, 100 ans en mars 2017 !) l'avait créée au début de la Seconde Guerre mondiale pour maintenir le moral des troupes. Stanley Kubrick l'avait utilisée de manière sarcastique à la fin de son film *Dr. Strangelove*. Johnny Cash en fit un adieu déchirant. Il faut entendre sa voix encore grave mais devenue chevrotante : « Nous nous reverrons, nous nous reverrons, je ne sais pas où, je ne sais pas quand, mais je sais que nous nous reverrons un jour de soleil. »

¹ Parmi les autres invités, beaucoup d'artistes « progressistes », comme Bob Dylan, Kris Kristofferson ou Joni Mitchell, mais aussi l'anti-hippie Merle Haggard. Plus étonnant, Louis Armstrong, très amaigri, y fera quasi sa dernière apparition à la télévision.

Discographie... forcément sélective : je ne sais si quelqu'un connaît tous les disques de Johnny Cash – le principal intéressé en avait oublié certains.

- Pour ses débuts dans les années 1950 : *Johnny Cash Sings The Songs That Made Him Famous*.
- Années 1960 : *Orange Blossom Special, At Folsom Prison, At San Quentin*.
- Période intermédiaire : *Any Old Wind That Blows, One Piece At A Time*.
- Avec Rick Rubin comme producteur : *American Recordings, Unchained, Solitary Man, The Man Comes Around*.



La Bibliothèque George Orwell présente par Michel Recloux et Jérôme Delnooz, bibliothécaires

• **Philippe Geluck, Devig, *Les aventures de Scott Leblanc, tome 4, Échec au roi des Belges*, Casterman, 2016, 12€**

Est-il nécessaire de le rappeler, l'œuvre de Geluck ne se résume pas au Chat ! En atteste cette série de BD qu'il a créée avec Devig voici sept ans déjà. Sorte d'hommage aux standards de la « ligne claire » franco-belge, elle lorgne, par le fond et par la forme, du côté de l'univers de Tintin (mais avec un ton résolument plus décalé) et assume sa dimension délicieusement rétro. Une belgitude d'autant plus marquée dans cet opus par la trame se déroulant dans le Bruxelles des sixties. En effet, le reporter ingénu Leblanc et son barbu de compère, le professeur Moleskine, tentent de déjouer un complot fomenté par un obscur groupuscule d'extrême droite qui entend ni plus ni moins s'en prendre au jeune roi des Belges, Baudouin Ier. La partie d'échecs ne fait que commencer.



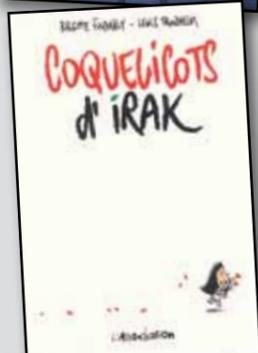
• **Hugues Micol, *Le Printemps humain, tome 2, Résistants*, Casterman, 2016, 18€**

Avec ce deuxième tome, Hugues Micol clôt son récit graphique mêlant science-fiction et réflexion sur l'engagement politique. Dans celui-ci, la guerre gagne en intensité entre l'Occupant extraterrestre et la Résistance humaine. Samuel a survécu à la répression, et devient de plus en plus incontournable aux yeux de ses compagnons de lutte. Pour ces raisons, il va entrer malgré lui en conflit avec son frère Téomas qui entend rester le leader d'une « minorité éclairée » révolutionnaire prête à tout pour asseoir son autorité... même à sacrifier la vie de nombreux êtres humains. Face à ces déchirements fratricides et idéologiques, la Résistance parviendra-t-elle à faire germer les graines de la liberté pour déraciner l'opresseur « venu d'ailleurs » ?



• **Brigitte Findakly, Lewis Trondheim, *Coquelicots d'Irak, L'Association*, 2016, 19€**

« Il me reste déjà tellement peu d'Irak »... Afin de remplir ce vide, Brigitte Findakly décide de replonger dans son enfance passée là-bas, et de rassembler ces anecdotes dans un roman graphique, grâce au coup de crayon bienveillant de son mari Lewis Trondheim. Il résulte de cette démarche un récit entremêlant histoire régionale (les coups d'États, la dictature de Saddam Hussein, la guerre), personnelle et familiale (l'exil en France), mais se jouant des frontières temporelles, le passé venant télescoper le présent (l'expansion de Daesh). L'initiative est touchante. Et le lecteur d'espérer que cette quête mémorielle de Findakly aura abouti, que la récolte de ces pétales de vie entretiendra à jamais le souvenir des coquelicots de sa jeunesse.



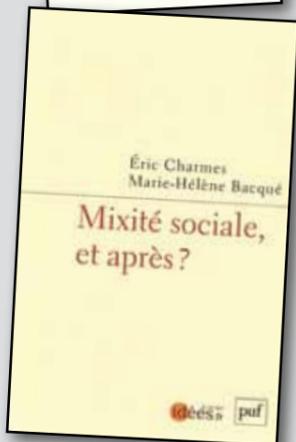
• **Michel Born (dir.), « La participation civique et politique des jeunes en Europe : obstacles et facilitations » in *Politiques Sociales*, n°3 & 4, 2015, 14€**

Les jeunes sont-ils partout en Europe autant désengagés de la politique que nous le pensons ? Le sont-ils partout mais aussi le sont-ils de la même façon ? Pour les mêmes raisons ? Ce numéro de la revue reprend en partie des articles de l'étude du projet de la Commission européenne PIDOP (*Processes Influencing Democratic Ownership and Participation*) qui donnent des pistes pour lutter contre cet inintérêt soupçonné des jeunes vis-à-vis de la participation politique : nouvelles formes de participation, efficacité, inégalités hommes-femmes, la reconnaissance par les adultes ...



• **Éric Charmes, Marie-Hélène Bacqué, *Mixité sociale, et après ?*, Presses universitaires de France, 2016, coll. « La vie des idées », 9€**

Pour nombre d'adeptes du « vivre ensemble », insuffler de la mixité sociale dans l'aménagement spatial semble aller de soi pour contrer la ségrégation urbaine. Des hommes politiques en font même souvent un impératif et la présentent comme la solution miracle pour assurer une paix sociale. Pourtant, il ne suffit pas de rassembler des groupes sociaux différents dans un même espace pour susciter un « mélange dans l'harmonie »... Il s'agit de voir sur base de quels critères cette mixité est établie et avec quelles finalités ? Car le processus peut servir des valeurs et des intérêts très divers, parfois purement politiques, et provoquer des effets pervers tels que la gentrification, le rejet des personnes précarisées en périphérie, la destruction de solidarités... En outre, d'autres mesures doivent venir la compléter, sinon les inégalités se reproduisent. À travers leurs analyses critiques, les auteurs désirent enrichir le débat autour de cette réalité complexe, et proposer des pistes d'action.



Collection « Sociorama »

Cette collection chez Casterman, associe la sociologie et la bande dessinée. C'est la suite d'un séminaire à l'ENS Paris qui s'est tenu en 2012 et dont est issu l'association Socio en Cases.

« L'objectif de la collection Sociorama est de raconter, en bande-dessinée, des enquêtes sociologiques. Ces recherches de long cours permettent de donner les clés de compréhension d'univers sociaux divers, que le récit graphique rend accessible à un large public. Ni illustration anecdotique ni cours académique, les ouvrages de cette collection sont des adaptations scénarisées ancrées dans les réalités du terrain. »

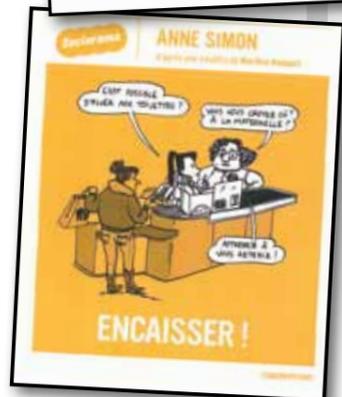
• **Helkarava, *La Banlieue du 20h*, Casterman, 2016, 12€**

Basé sur l'enquête de Jérôme Berthaut au sein du JT de France 2, qui décortique la manière dont les médias présentent les banlieues pour que les images fassent de l'audience. La fiction dessinée par Helkarava raconte l'histoire d'un jeune journaliste obligé de se plier aux impératifs de profits et de productivité d'une chaîne télé. C'est aussi une dénonciation de la fabrication de l'opinion par certains acteurs du 4^e pouvoir !



• **Anne Simon, *Encaisser !*, Casterman, 2016, 12€**

Ce roman graphique parle de la vie d'une caissière de supermarché telle qu'analysée par la sociologue Marlène Benquet. C'est la présentation claire du fonctionnement du capitalisme dans le monde de la grande distribution : la course au profit versus les conditions de travail.



Autres tomes :

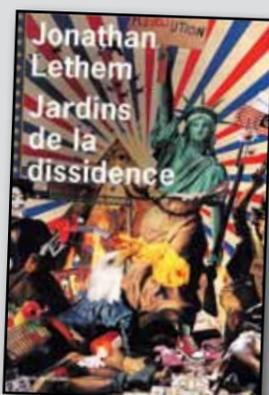
- Claire Braud et Nicolas Jounin, *Chantier interdit au public*. Sur le travail et les travailleurs des chantiers de construction (voir *Aide-mémoire* n°77, p. 9)
- Lisa Mandel et Mathieu Trachman, *La fabrique pornographique*. Sur le monde cinématographique du sexe.
- Léon Maret et Mélanie Gourarier, *Séducteurs de rue*. Sur les « artistes de la séduction », des hommes qui draguent des femmes croisées en rue.
- Baptiste Virost et Anne Lambert, *Turbulences*. Dans les coulisses d'une compagnie aérienne.

Ces livres sont disponibles en prêt à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire ou à la vente dans les bonnes librairies dont la librairie Stéphane Hessel à la Cité Miroir.

▼ = coup de cœur des bibliothécaires

• **Jonathan Lethem, *Jardins de la dissidence*, Éditions de l'Olivier, 2016, 23,50€**

Lorsque nous sommes le fruit de deux générations de révolutionnaires, peut-on raisonnablement penser ne pas en être/devenir un ?... Qui plus est lorsque depuis le berceau, on fréquente « les jardins de Sunnyside », le quartier historiquement rebelle de New York. Telle est la question qui taraude le jeune Sergius, fils et petits-fils de Rose et Miriam, des femmes marquées par des vies d'engagement contestataire. Dans un premier temps réfractaire à son éducation politique, il va néanmoins épouser rapidement les contours de la lutte en rejoignant les Indignés d'Occupy Wall Street. Au moyen de cette saga familiale, Jonathan Lethem personifie la dissidence de manière romanesque, mais pas que... En déroulant un fil entre les époques, il esquisse également un demi-siècle de l'histoire de l'« Autre Amérique », celle des radicaux de tous poils... ngs levés !



• **Anne Morelli (dir.), *Recherches nouvelles sur l'immigration italienne en Belgique*, Couleur livres, 2016, 18€**

Un instantané sur l'état des connaissances et sur de nouveaux aspects de la recherche sur l'immigration italienne en Belgique, comme par exemple, qu'en est-il de ces immigré(e)s en 2010 ? *Quid* de l'horeca italienne avant la Première Guerre mondiale à Bruxelles ? Pourquoi les immigré(e)s italiens étaient-ils laïques et anticléricaux ? Leurs comportements électoraux ? L'importation de la culture rurale dans les charbonnages ? Etc. Ces recherches, en cours ou achevées, démontrent que la curiosité scientifique n'est pas un vilain défaut.



• **Krassinsky, *Le crépuscule des idiots*, Casterman, 2016, 26€**

« Mouni mouni mouni mouni » ainsi prient des petits singes sur une planète fort semblable à la nôtre, mais sans bananes. Un vieux singe les rabroue et leur raconte l'histoire de Nitchii et du peuple des « singes sots comme des humains ». Une capsule spatiale tombe sur leur planète, en sort un singe habillé en cosmonaute qui, pour ne pas se prendre une claque par le chef brutal de la tribu, annonce qu'il est envoyé par Diou. Et c'est le début de la foi, de la religion et de l'église. Du message de paix au massacre des impies, l'histoire de la création de Diou comme système de domination. Rions un peu des fous de Diou !



« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Violence

L'affaire fut expédiée en quelques minutes chrono, à l'image du turbo-capitalisme qui prévaut aujourd'hui. Après la fermeture de Renault Vilvorde et des Forges de Clabecq en 1997, de la Sabena en 2001, de Volkswagen Forest en 2006, d'Opel Anvers en 2010, de Ford Genk en 2012, de Duferco La Louvière en 2013, sans parler des importantes pertes d'emplois à Arcelor Mittal Liège en 2011 et 2013, c'est au tour de Caterpillar Gosselies d'être, le 2 septembre 2016, frappé du même sort. Nouvelle annonce aux représentants du personnel par un directeur financier venu spécialement des États-Unis et dont la tâche, au cynisme managérial, aurait pu être remplie par un robot spécialement programmé à cette fin. La prochaine fois... ?

L'incident ne prit pas beaucoup plus de minutes lorsque, le 5 octobre 2015, le directeur des ressources humaines d'Air France avait été molesté par des employés de la compagnie en colère, après l'annonce d'une restructuration qui menaçait près de 3.000 emplois. L'image de la chemise arrachée de ce cadre pris à partie a franchi les frontières de l'Hexagone et plusieurs membres de cette manifestation ont été poursuivis pour « dégradations » et « violences en réunion ».

Quoi de commun entre ces deux événements ? Le recours à la force, bien sûr, de nature économique pour le premier, de caractère physique pour le second. Sauf que, dans le cas de celui-ci, l'atteinte – inacceptable, certes – commise à l'égard d'une personne a été poursuivie par la justice, tandis que la multinationale qui a jeté dans la précarité, sans ménagement aucun, plus de 2.000 travailleurs qui avaient précédemment consenti des sacrifices pour elle n'a pas été assignée par le pouvoir judiciaire. Même les forces de l'ordre, si promptes à endiguer les débordements de défilés syndicaux ne se sont pas déplacées pour empêcher cette brutale attaque contre l'emploi. Deux poids deux mesures donc.

Elle n'est pas si lointaine l'époque où, à condition de ne pas avoir la mémoire courte, Dom Hélder Câmara, évêque brésilien opposé à la dictature des généraux (1964-1985) et proche de la « théologie de la libération », estimait qu'il existait trois sortes de violence : « La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'hommes dans ses rouages silencieux et bien huilés. La seconde est la violence révolutionnaire, qui naît de la volonté d'abolir la première. La troisième est la violence répressive qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence, celle qui engendre toutes les autres. Il n'y a pas de pire hypocrisie de n'appeler violence que la seconde, en feignant d'oublier la première, qui la fait naître, et la troisième qui la tue. »

Les temps ont changé, dira-t-on. On ne serait plus dans ces schémas idéologiques d'un autre âge. Place à la modernité, que diable !, et à l'attelage mondialisation-dérégulation-ubérisation. Résultat, ça licencie facile de nos jours : suffit d'y ajouter un brin de compassion – vite passé – et de s'abriter à l'ombre de l'implacable loi du marché, main invisible en malus. Puisqu'il n'y aurait pas d'alternative (cf. Margaret Thatcher and Co...).

Faudra-t-il en revenir à des actes de force brutale, comme furent ceux du luddisme en Angleterre au XIX^e siècle, pour que les puissances financières et économiques lâchent quelque peu l'étreinte sur nos sociétés ? Pas souhaitable, bien sûr, d'autant que les exactions de casseurs incontrôlés, répercutées goulûment par les médias, sont toujours contre-productives. N'empêche que, le 18 mars 1886, c'est à la suite de la manifestation organisée à Liège par un groupe anarchiste pour commémorer le quinzième anniversaire de la proclamation de la Commune de Paris en 1871 – suivie d'autres émeutes ouvrières dans le Hainaut – qu'une Commission du travail sera instituée par la bourgeoisie censitaire au pouvoir : ce sera le prélude du vote de lois sociales au Parlement. Décidément, l'Histoire a de ces ruses, et il y a violence et violence... ••

> suite de la p.1 **L'action violente est elle légitime ?**

Cependant, les actions collectives sont nombreuses et variées, l'action violente ne représente qu'une infime partie des solutions qui peuvent être données aux revendications. Dans de nombreux cas, cette violence est la dernière étape après avoir préalablement utilisé des moyens alternatifs, une délégitimation des autres modes d'action publique les contraignant alors à utiliser la violence. Un autre facteur influençant le recours à la violence est la présence d'un état fort – totalitaire – qui réprimerait et ne participerait pas à des processus de négociations avec les revendicateurs. Au sein de nos sociétés, des mouvements armés ont aussi agi de cette manière, en se retirant des négociations et en organisant des actions violentes.

L'intellectuel antillais Franz Fanon, figure de proue des mouvements anticoloniaux durant l'après-guerre, décrypte clairement les relations et les rapports entre les coloniaux et les colonisés dans son livre *Les damnés de la terre*, notamment toute la violence symbolique qu'exerce le dominant, le colonisateur. Psychiatre, il décrit tous ses processus de domination et de violence que subissent les colonisés par les mécanismes de l'administration et les stéréotypes. Il analyse donc la violence du système colonial et la polémique naîtra de sa défense du recours à la violence pour permettre aux masses colonisées de s'affranchir de leur situation. « Cette violence, au lieu d'être niée, doit être organisée en lutte de libération qui permet le dépassement⁴. » Il reconnaît cependant les traumatismes liés à la guerre et ses séquelles « conduisant à la répétition de la violence et aux régressions ethniques et identitaires⁵ ».

Fanon s'engagera auprès du FLN algérien et sera critiqué pour la défense de l'usage de la violence dans le contexte de décolonisation. *A posteriori*, les références aux excès viennent du fait que son livre fut préfacé par Jean-Paul Sartre, qui utilisa certaines phrases comme : « Abattre un Européen, c'est faire d'une pierre deux coups, supprimer en même temps un oppresseur et un opprimé : restent un homme mort et un homme libre⁶. » Et de fait, son premier chapitre, « De la violence », explique les processus politiques et psychologiques qui amènent un peuple à utiliser la violence comme moyen d'obtenir ses revendications. Il ne défend pas formellement l'usage de la violence mais tente de décrypter son engrenage : « Le développement de la violence au sein du peuple colonisé sera proportionnel à la violence exercée par le régime colonial contesté⁷. »

Dans son livre, Fanon apporte un éclairage sur l'implication des partis nationaux et des intellectuels colonisés et leurs refus d'assumer l'usage de la violence, notamment par le manque d'armes adaptées. Il explique que les luttes de libération permettent de se détacher des formes coloniales qui ont été imposées au fur et à mesure du temps, calquant les méthodes et doctrines sur leurs corollaires occidentaux. Il montre que les élites des pays colonisés défendent avant tout leurs intérêts propres et donc ne revendiquent pas la lutte populaire, persuadés qu'il ne s'agit pas du moyen le plus efficace. Ils cherchent donc le compromis et la négociation alors que les « hommes colonisés, ces esclaves des temps modernes, sont impatients. Ils savent que seule cette folie peut les soustraire à l'oppression coloniale⁸ ». Il montre ainsi

les différences entre les cadres politiques nationalistes et la « masse » populaire. Cette dichotomie représente des situations rencontrées dans beaucoup de pays lors notamment des processus de décolonisation.

À l'époque du « tiers-mondisme » et de la globalisation du monde, ces théories trouvent résonance dans d'autres combats sur la planète. Nous avons déjà abordé la théologie de la libération⁹ dans un précédent article mais sans nous attarder sur les luttes qui en découlaient. Les prêtres combattants étaient alors nombreux en Amérique Latine et appuyaient des guérillas de gauche, comme le Colombien Camilo Torres Restrepo qui passa de la non-violence à une implication dans la guérilla (ELN) contre le pouvoir en place et mourut au combat, terrassé de deux balles.

En colorant notre discours, la légitimité de la lutte armée peut se retrouver dans des mouvements qui s'opposent aux régimes totalitaires, aux revendications liées à l'amélioration des conditions de vie, etc. La lutte armée aura des moments de reconnaissance forte comme la Résistance à l'occupant durant la Deuxième Guerre mondiale, qui est jugée comme le summum d'opposition à la barbarie. Cependant, lorsqu'elle s'oppose à notre ordre occidental et notre vision du monde (même lorsqu'il s'agit d'affrontements lors de manifestations), nous avons tendance à la déprécier, la critiquer et la considérer comme un moyen trop radical de traiter un problème¹⁰.

Notre habitude du compromis, de la négociation, base de notre société, procède pourtant d'une histoire de la violence pour les droits civiques. Certes, la lutte armée n'a pas pris une forme extrême dans notre pays mais des actes violents ont eu lieu de part et d'autre. La violence qui, selon les médias, ressurgirait lors des manifestations ne serait elle pas un signe justement qu'il n'y a plus de foi en ce sacro-saint consensus ?

Gilles Rahier

1 ALINSKY, Saul, *Être radical. Manuel pragmatique pour radicaux réalistes*, Bruxelles, Aden, 2012, p. 68.

2 « Les effets de soumission, tout comme les actes de contrainte qui régissent l'ordre social, résultent davantage d'une violence symbolique qui s'intègre aux structures cognitives et s'exerce avec la complicité de ses victimes ». Voir LANDRY, Jean Michel, « La Violence symbolique chez Bourdieu » in *Aspects sociologiques*, vol. 13, n° 1, août 2006, p.85.

3 ADDI, Lahouari, « Violences symboliques dans l'œuvre de Bourdieu » in *Revue française de sciences politiques*, 2011, vol. 51. Cité d'après DELVAUX, Virgine, « De la force à la violence, il n'y a que l'épaisseur d'une haie » in *L'Esperluette*, n°87, 2016.

4 CHERKI, Alice, « Préface de l'édition de 2002 » in FANON, Frantz, *Les damnés de la Terre*, Paris, La Découverte, 2002, p.11.

5 *Idem*, p.14. Il existe une résonance actuelle avec la situation au Moyen-Orient.

6 *Idem*, p.11.

7 FANON, Frantz, op. cit., p.86

8 *Idem*, p.72.

9 « Un «autre» radicalisme religieux: la théologie de la libération » in *Aide-mémoire*, n°75, janvier-mars 2016.

10 « Les moyens utilisés contre nous par l'opposition sont toujours immoraux, tandis que nos moyens sont toujours moraux, enracinés dans les valeurs humaines les plus nobles. » (Alinsky)



Graffiti Tres de Mayo (cc) hambre & dns

Le Gramsci de l'extrême droite

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

La chronique de ce numéro va se pencher sur un penseur et théoricien central de l'idéologie d'extrême droite contemporaine. Un auteur non seulement prolifique, mais aussi original qui a renouvelé une partie du corpus doctrinaire sur base d'une grande culture et dont nous avons déjà fait mention à plusieurs reprises¹.

Le théoricien de la Nouvelle Droite

Alain de Benoist est né en décembre 1943 à Saint-Symphorien. Dès l'âge de 17 ans, il s'engage dans les mouvances de l'extrême droite en écrivant dans un mensuel dirigé par Henri Coston. En 1961, il adhère à la Fédération des Étudiants Nationalistes (FEN) puis entre en contact avec *Europe-Action* de Dominique Venner. Il défend alors l'Algérie française², l'OAS³ et l'Apartheid en Afrique du Sud. Fin des années 60, il fonde le GRECE (Groupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne)⁴ et multiplie les articles et ouvrages dont le premier reste le plus connu *Vu de droite. Anthologie critique des idées contemporaines*. Toujours actif aujourd'hui, Alain de Benoist réfute l'étiquette d'extrême droite. On le retrouve cependant à partir de 2014 comme animateur d'une émission « Les idées à l'endroit », soit le même titre que le livre analysé dans la présente chronique⁵, sur TV Libertés. Une web-tv « de tendance nationale » née dans la mouvance des manifestations contre le mariage pour tous et qui est en quelque sorte l'aboutissement des idées de la Nouvelle Droite, notamment la reconquête du champ culturel.

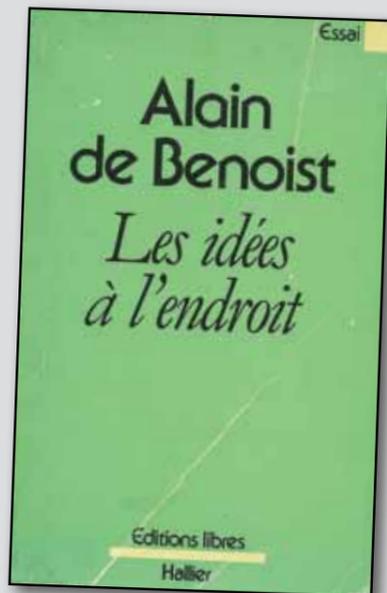
Le livre que nous analysons ici est publié en 1979 avec un aversissement intéressant : « Les éditions Libres-Hallier ne soutiennent évidemment pas les idées de la Nouvelle Droite, dont l'un des hérauts, Alain de Benoist, s'exprime ici. Les éditions Libres-Hallier sont d'abord libres. Un débat est ouvert. Il serait suicidaire pour la gauche – ancienne ou nouvelle – de ne pas l'affronter en connaissance de cause. C'est la raison de la publication de ce livre⁶. » Comme l'auteur le rappelle dans son introduction, c'est en juin-juillet 1979 que les médias se sont intéressés au mouvement de la Nouvelle Droite.

La centralité du combat des idées⁷

De Benoist dans son introduction à cette compilation de ses articles écrits durant les années 70 souligne que la ND est composée de gens qui avaient une vingtaine d'années en 1968 et qui ne se reconnaissaient ni dans la droite traditionnelle⁸, ni chez les réactionnaires xénophobes. « La Nouvelle Droite – ensemble informel d'associations culturelles, de clubs de réflexion, de revues théoriques et de journaux – a beau être "nouvelle", elle n'est quand même pas née de la dernière pluie. (...) Or, la Nouvelle Droite ne se situe pas sur le terrain politique, mais sur le terrain culturel. D'entrée de jeu, elle s'est fixée pour objectif de mettre fin au monopole culturel dont bénéficiait jusque-là l'idéologie dominante. Il est clair que cet objectif ne pouvait pas lui valoir la moindre sympathie de la part de cette idéologie dominante – qui est l'intelligentsia égalitaire sous ses multiples formes⁹. » C'est donc le combat idéologique qui est au cœur de ce mouvement, où l'on retrouve le GRECE, et non le combat électoral. C'est le champ culturel que de Benoist veut reconquérir à l'extrême gauche qui y a réussi une véritable OPA sur un terrain totalement abandonné par la droite. Celle-ci ne joue plus que dans le court terme, soit dans une version parlementaire¹⁰, soit dans une version groupusculaire¹¹, deux facettes d'une même médaille inefficace. Car « sans théorie précise, pas d'action efficace, on ne peut pas faire l'économie d'une Idée. Et surtout on ne peut pas mettre la charrue avant les bœufs. Toutes les grandes révolutions de l'histoire n'ont fait que transposer dans les faits une évolution déjà réalisée, de façon sous-jacente, dans les esprits. (...) La droite française est "léniniste" – sans avoir lu Lénine. Elle n'a pas saisi l'importance de Gramsci¹² ». Gramsci, qui avec Nietzsche sur d'autres aspects, est le penseur le plus souvent cité par de Benoist.

L'inégalité au cœur de la doctrine¹³

Gagner la bataille des idées nécessite de s'attaquer à la racine du mal que l'on dénonce et de préciser qui l'on est : « J'appelle ici de droite, par pure convention, l'attitude consistant à considérer la diversité du monde et, par suite, les inégalités relatives



qui en sont nécessairement le produit, comme un bien, et l'homogénéisation progressive du monde, prônée et réalisée par le discours bimillénaire de l'idéologie égalitaire, comme un mal. J'appelle de droite les doctrines qui considèrent que les inégalités relatives de l'existence induisent des rapports de force, dont le devenir historique est le produit (...). C'est dire qu'à mes yeux, l'ennemi n'est pas "la gauche" ou "le communisme", mais bel et bien cette idéologie égalitaire dont les formations religieuses ou laïques, métaphysiques ou prétendument "scientifiques" n'ont cessé de fleurir depuis deux mille ans, dont les "idées de 1789" n'ont été qu'une étape, et dont la subversion actuelle et le communisme sont l'inévitable aboutissement¹⁴. » Le projet de société porté par de Benoist est donc un projet fondamentalement inégalitaire où il est justifié qu'il existe une élite, une aristocratie : « L'aristocratie est la classe qui se donne le plus de droits parce qu'elle s'impose aussi

le plus de devoirs. La grande vertu de l'aristocrate, pourrait-on dire, c'est qu'il prend "tout sur lui". Il se sent concerné par tout, en même temps qu'il sait qu'il n'y a au-dessus de lui personne d'autre, sur qui il puisse se décharger de ses responsabilités¹⁵. » Cette inégalité s'exprime partout et tout le temps et est parfois appelée également diversité : « Ces différentes cultures, nées au sein d'ensembles humains variés, nourries d'expériences et de valeurs variées, expriment des vues-du-monde elles-mêmes variées (...). La pluralité des cultures constitue la richesse de l'humanité. »

Un racisme repensé

On touche ici à l'apport majeur de de Benoist au discours de l'extrême droite actuelle. Il réfute catégoriquement tout racisme et rejette la xénophobie qui est négative, contre. À l'inverse, il prône une doctrine positive, du pour. Mais d'un pour une diversité qui ne se mélange pas : « Les mêmes qui nous expliquent, non sans raison, qu'en brisant les habitudes mentales, les structures sociales et traditionnelles des pays du Tiers-Monde, la colonisation les a souvent stérilisés, se font en Europe les adeptes de la pire néophilie, sacrifient tous les jours au mythe du "progrès" et invitent nos contemporains à rompre avec les "vieilleseries" du passé. D'un côté, on nous dit que les Indiens et les Esquimaux ne peuvent pas résister à l'agression que représente le contact avec la civilisation occidentale. De l'autre, on affirme que le mélange des peuples et des cultures est, pour les Européens, chose excellente et facteur de progrès. Il faudrait donc savoir s'il y a deux poids et deux mesures (...) Réaffirmons donc le droit des peuples à eux-mêmes, le droit qu'ont tous les peuples à tenter d'atteindre leur plénitude, contre tout universalisme et contre tous les racismes¹⁶. » La critique du racisme et de la xénophobie se mue ainsi en une critique de l'immigration et du métissage qui s'habille de progressisme et de tolérance : « C'est ici que vient s'articuler une conception positive de la tolérance, qui n'est pas une "permissivité" sans substance, mais simplement la reconnaissance et le désir de voir se perpétuer la diversité du monde. Cette diversité est une bonne chose. Toute richesse véritable repose sur la diversité. La diversité du monde tient dans le fait que chaque peuple, chaque culture a ses normes propres – chaque culture constituant une structure autosuffisante, c'est-à-dire un ensemble dont on ne peut modifier l'agencement en quelque point sans que cette modification se répercute dans toutes les parties¹⁷. » De même, il refuse une forme de hiérarchisation : « En ce sens, globalement parlant, toute appartenance raciale est un avantage par rapport aux valeurs propres à la race à laquelle on appartient : ici, le sociologue et l'anthropologue se donnent la main. On peut donc dire que chaque race est supérieure aux autres dans la mise en œuvre des réalisations qui lui sont propres. Parler de "race supérieure" dans l'absolu (...) n'a strictement aucun sens¹⁸. » Dans le même ordre d'idée, il plaide pour un régionalisme qui s'ancre dans les traditions mais qui n'est pas pour autant un repli sur soi.

Ni de droite, ni de gauche : d'extrême droite¹⁹

De cette volonté de diversité basée sur le socle de l'inégalité, découle également une critique virulente et forte du discours de l'école de Chicago et de l'économie qui domine la politique : « Concrètement, le retour au capitalisme épanoui que proposent les "nouveaux économistes" aboutirait à la transformation de la planète en un immense marché – un marché de plus en

plus homogène, d'où les différences collectives seraient progressivement bannies. C'en serait fait alors des indépendances nationales et des autonomies de décision, politiques en particulier, puisqu'il n'y a plus de décision possible lorsque le décideur a perdu sa souveraineté. L'interdépendance économique totale apparaît à cet égard comme le parfait corollaire de l'internationalisme²⁰. » De Benoist renvoie ainsi dos à dos capitalisme et communisme : « Libéralisme et marxisme sont nés comme les deux pôles opposés d'un même système de valeurs économiques. L'un défend l'"exploiteur", l'autre défend l'"exploité" – mais dans les deux cas, on ne sort pas de l'aliénation économique²¹. »

La troisième voie qu'il appelle de ses vœux, qu'il se destine à construire est une voie conservatrice : « J'appelle réactionnaire l'attitude qui consiste à chercher à restituer une époque ou un état antérieur. J'appelle conservateur l'attitude qui consiste à s'appuyer, dans la somme de tout ce qui est advenu, sur le meilleur de ce qui a précédé la situation présente, pour aboutir à une situation nouvelle. C'est dire qu'à mes yeux, tout vrai conservatisme est révolutionnaire. Entre le ghetto néo-fasciste (ou intégriste) et le marais libéral, je crois à la possibilité d'une telle doctrine²². » Cette troisième voie se doit de toujours être renouvelée, est tournée vers l'avenir : « Une tradition qui n'est pas sans cesse (ré)actualisée est une tradition morte et qui a mérité de mourir. Il ne s'agit donc pas de restaurer ce qui est d'hier, mais de donner une forme nouvelle à ce qui est de toujours. Il ne s'agit pas de retourner au passé, mais de se rattacher à lui. Imiter ceux qui ont fondé et transmis une tradition, ce n'est pas seulement retransmettre, c'est fonder à son tour²³. » Mais l'on retrouve des thèmes déjà rencontrés, comme la critique du christianisme vu comme oriental et uniformisateur face à un paganisme européen qui permettait la diversité²⁴. On retrouve donc ici aussi cette notion au cœur de la réflexion. Tout comme le fait que rien n'est fixé à l'avance, qu'il y a un dynamisme de l'action : « Seules les situations nettes ont des effets tranchés. Les autres vivent par demi-teintes, en compromis. Le paganisme a souffert d'avoir été affronté, il est mort d'avoir été assimilé. L'évangélisation l'aurait affaibli, le syncrétisme l'a tué. (...) D'aucuns, à l'heure actuelle, misent sur une apocalypse. Ils oublient que le déclin n'est pas un fléau qui s'abat, mais un cancer qui ronge menu. Vieille histoire du lion dévoré par les poux²⁵. »

Alain de Benoist est donc un auteur un peu à part dans la galaxie de l'extrême droite à laquelle il appartient néanmoins bel et bien comme le prouvent tant son parcours que l'essentiel de ses écrits. Un rappel qui nous semble important à une époque où son projet politique de conquérir le champ des idées a, si pas réussi totalement, du moins pollué largement le discours politique, jusqu'à s'insinuer à gauche.

1 Notamment dans « Nouveau FN, vieille idéologie » in *Aide-mémoire* n°43 de janvier-mars 2008.

2 Voir « La pensée "contrerévolutionnaire". » in *Aide-mémoire* n°36 d'avril-juin 2006.

3 Voir « Quand la résistance et le droit d'insurrection sont-ils justifiés ? » in *Aide-mémoire* n°55 de janvier-février-mars 2011.

4 Voir « L'inégalité comme étoile polaire de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°66 d'octobre-décembre 2013.

5 Alain de Benoist, *Les idées à l'endroit*, Paris, les éditions libres-Hallier, 1979, 298 p.

6 P.10.

7 Voir aussi « La préparation de la reconquête idéologique » in *Aide-mémoire* n°42 d'octobre-décembre 2007.

8 Voir « La Loi du décalogue » in *Aide-mémoire* n°64 d'avril-juin 2013.

9 P.14.

10 Voir « La cohérence d'un engagement » in *Aide-mémoire* n°40 d'avril-juin 2007 et « Retour sur le discours du fondateur de la dynastie Le Pen » in *Aide-mémoire* n°56 d'avril-juin 2011

11 Voir « Plongée chez les radicaux de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°76 d'avril-juin 2016.

12 P.62.

13 Voir également « De l'inégalité à la monarchie » in *Aide-mémoire* n°33 de juillet-septembre 2005 et « L'inégalité comme étoile polaire de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°66 d'octobre-décembre 2013.

14 P.58.

15 P.127.

16 P.156.

17 P.39.

18 P.147.

19 Pour reprendre un titre d'une de nos précédente chronique « Un vrai fasciste : ni de droite, ni de gauche mais... d'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°31 de janvier-mars 2005.

20 P.210.

21 P.84.

22 P.75.

23 P.121.

24 Voir « La tendance païenne de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°38 d'octobre-décembre 2006.

25 P.140.



page onze

LA PREMIÈRE
SOYEZ CURIEUX



**Le réseau « Territoire de Mémoire »
Les villes ou les communes**

Aiseau-Prezles, Amay, Andenne, Anderlecht, Anderlues, Anhée, Ans, Anthisnes, Antoing, Arlon, Assesse, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beaumont, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Beloeil, Berloz, Bertrix, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-L'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Braives, Bruxelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chièvres, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussinnes, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Florefe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Froidchapelle, Gedinne, Geer, Genappe, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jemeppe-sur-Sambre, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Liège, Lierneux, Limbourg, Lincet, Lobbes, Malmedy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Onhaye, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quaregnon, Quévy, Ramillies, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvroy, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Gilles, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tintigny, Trois-Ponts, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verlaine, Verviers, Vielsalm, Virroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremme, Wasseiges, Wavre, Welkenraedt, Wellin, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Yvoir

Les provinces :
Hainaut, Liège, Luxembourg

**Une réaction ? Un commentaire ?
Une proposition d'article ?**

La revue Aide-mémoire est également la vôtre !

**Écrivez-nous :
editions@territoires-memoire.be**

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

Devenez membre

Tarifs réduits à La Cité Miroir*

Versez 10€ (5€ pour étudiant) sur le compte BE14 0682 4315 5583. Une carte vous sera envoyée et vous bénéficierez des avantages.

Plus d'informations : www.territoires-memoire.be/membre

*Pour les activités programmées par Les Territoires de la Mémoire asbl, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl et MNEMA asbl.

Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Tolérance et à la Résistance • Aide-Mémoire est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Présidente : Dominique Dauby • Directeur : Jacques Smits • Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Coordination et cellule pédagogique : 04 232 70 64 • Secrétariat et administration : 04 232 01 04 • Accueil et réservations visites : 04 232 70 60 • Centre de documentation : 04 232 70 62 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : accueil@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be> • Editeur responsable : Dominique Dauby • Directeur de la publication : Jacques Smits • Directeur Adjoint : Philippe Marchal • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Comité de rédaction : Dominique Dauby, Henri Deleersnijder, Gaëlle Henrard, Philippe Marchal, Maïte Molina Mármol, Gilles Rahier, Michel Recloux, Raphaël Schraepen, Olivier Starquit • Infographie et mise en page : Héroufesse Communication - Polleur • Impression : Vervinck et fils • Les articles non signés sont tous de la rédaction.

Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs. •ISSN 1377-7831